HISTORIA
magazine

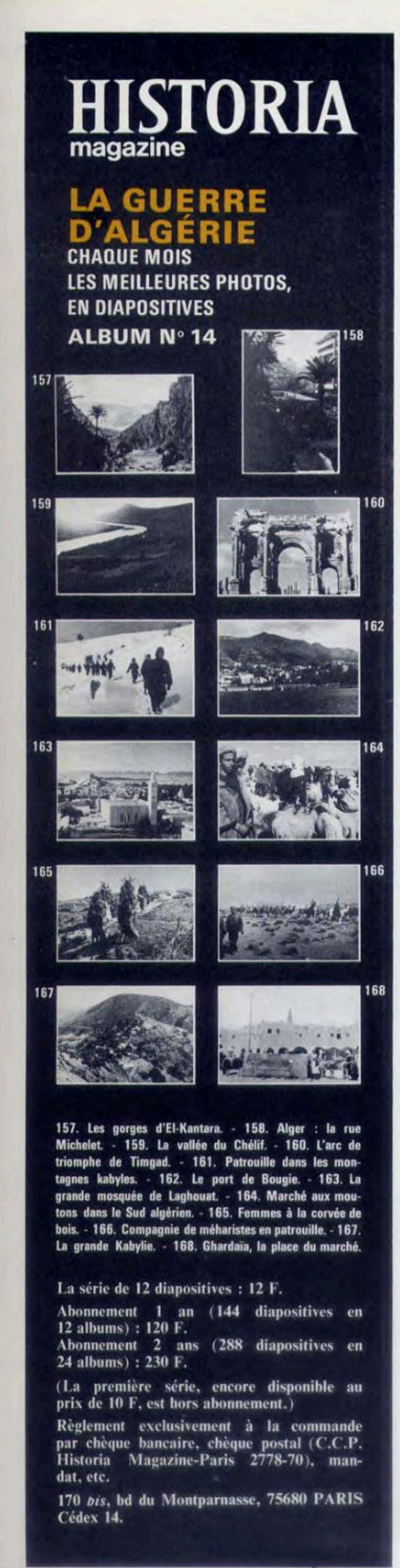
(100)

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 347 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



L'ACTION PSYCHOLOGIQUE DE L'ARMÉE



Couverture : Georges Cauchoix



APRÈS SEPT ANS DE VIOLENCES

Jean FONTUGNE

HAUTAIN, le ton cassant, défiant l'opposition, le général de Gaulle s'adresse une nouvelle fois à la nation, le 2 octobre 1961, pour annoncer « la création certaine d'un État algérien indépendant et souverain par la voie de l'autodétermination ».

La situation intérieure ne semble pas, cependant, permettre une telle initiative.

En Algérie, en effet, l'O.A.S. tend peu à peu à substituer son autorité à celle du gouvernement central. Mais est-elle responsable de tous les crimes qui lui sont imputés? N'existe-t-il pas d'autres organisations clandestines agissant pour leur propre compte?

En métropole, la recrudescence du terrorisme oblige les autorités à prendre de sévères mesures de police. Le couvre-feu est décrété pour les Algériens. La Fédération de France du F.L.N. décide, pour protester, d'organiser des manifestations de masse à Paris même. Bien que parfaitement préparées, elles donneront lieu à des heurts inévitables et sanglants avec les forces de l'ordre.

La multiplication des violences ne remet pas cependant en cause le processus de désengagement et la reprise prochaine des négociations. C'est d'ailleurs ce que le président Senghor annonce à son arrivée en France après un séjour à Tunis, où il a rencontré les membres du G.P.R.A.

La préparation de nouveaux entretiens entre les représentants du G.P.R.A. et le gouvernement commence ce même mois. Ils se dérouleront aux Rousses, dans le plus grand secret.

La garantie des Européens est désormais, pour le gouvernement français, le problème essentiel.

Mais, devant la certitude d'un dénouement prochain, les pieds-noirs de toute condition quittent de plus en plus nombreux l'Algérie.

J. F.

Sommaire n° 100 - Historia magazine n° 347

Jean Tourte

Ci-dessus : « Action psy » en Algérie. *Ci-dessous :* le colonel Romain-Desfossés. Le 13 mai 1958, il s'était engagé à fond dans la politique d'intégration.

A LA CONQUÊTE DES CŒURS...



Coll. Romain Desfossés

POUR nous, officiers, le 13 Mai fut une sorte de résurrection. Le combat que nous menions depuis près de quatre ans prenait enfin son sens.

A la tête de mon régiment de paras j'avais participé au coup d'Etat derrière Massu, qui se portait garant que jamais de Gaulle n'abandonnerait l'Algérie.

Toute ma vie, je me souviendrai de l'émotion bouleversante qui s'empara de moi, comme de tous ceux de mes camarades qui assistèrent au grand rassemblement du 16.

Cet immense déferlement de la foule des Européens et des musulmans *fraternellement mêlés* avait quelque chose de fantastique.

Nous, officiers, avions, trop souvent, trop longtemps, commandé et administré tant d'hommes de tous les peuples de



E.C.P.A.



D. Desage

A gauche : le général Massu, l'idole des Algérois. *A droite :* le général Salan. Ils avaient compris très rapidement que l'objectif de l'armée était de conquérir non pas tant le terrain que la population.



D. Desage

Les officiers S.A.S. ▶ entreprennent la conquête des populations. Autour des camions, des musulmans se sont rassemblés.



l'Empire pour ne pas distinguer ce qui est fugitif, ce qui est superficiel de ce qui vient des profondeurs.

Nous eûmes la certitude que tous ces hommes de notre Afrique voulaient être français, que les pieds-noirs étaient en train de faire leur « Nuit du 4 Août », que la guerre était gagnée...

Peu de semaines après, ce fut l'arrivée de De Gaulle.

Je ne l'avais jamais vu jusque-là. On a dit qu'émanait de lui un certain magnétisme, une aura. J'eus l'impression exactement inverse : désagréable, pénible.

Mais Massu, qui, comme il nous l'avait dit le soir du 13 mai 1958, « était derrière lui depuis 40 », s'était porté garant. Soustelle aussi.

Et lui, de Gaulle, s'engageait solennellement.

Pour un officier, la parole d'un général prestigieux, d'un chef d'Etat, ça compte! Il fallait avoir confiance.

Dans les semaines qui suivirent, une atmosphère extraordinaire d'élan, de foi, d'amitié mutuelle se développa.

Les comités de salut public, composés de musulmans, d'Européens, de civils et de militaires, d'anciens combattants se déplaçaient de ville en ville et des foules considérables acclamaient l'Algérie française.

Les attentats avaient cessé. Les mesures de sécurité s'étaient, dans l'ambiance de détente générale, relâchées.

Il est impossible, quand on n'y a pas assisté, de se rendre compte de ce que furent ces rassemblements de peuple et du sentiment qui s'en dégageait.

Je me souviens de la manifestation de Blida. Je revois les lieux : la place publique entourée d'arbres, désuète et charmante avec ses lampadaires et son kiosque à musique style 1880. Européens et musulmans, mêlés, s'écrasaient.

Le kiosque servait de tribune. Le général Massu et le général Desjours s'y trouvaient. J'étais près d'eux.

Les orateurs, acclamés, se succédaient, exaltant « la nouvelle alliance » avec la France.

Des musulmanes enlevèrent leur voile. L'une d'elles cria : « On en a marre d'être des musulmanes. On veut être des Françaises comme les autres. »

Avec flamme

Je me sentis tirer par la manche. C'était une jeune fille. Elle n'était pas voilée. Elle portait une jupe et un corsage de coupe européenne que, visiblement, elle avait confectionnés elle-même. Elle avait un visage plein et lisse de fille vigoureuse et saine. Elle semblait se contenir. Elle me dit : « Je veux parler. Je veux dire que je suis française. » Je la poussai vers Massu.

Elle parla. Dans un français excellent, elle lança « son message ». Timidement d'abord, puis avec flamme. Comme portée par une force irrésistible.

Je ne pus m'empêcher de penser à Jeanne parlant aux hommes d'armes du sire de Vaucouleurs.

Puis cela se termina. Suivis par la foule dans la grande rue, Massu et Desjours s'acheminèrent. Tenant chacun Malika par une main.

Le 5e bureau de l'état-major, chargé de l'action psychologique, créé en 1956 et dirigé par le colonel Goussault, le colonel Cogniet et le commandant Gardes s'engagea à fond dans la reconquête des cœurs.

Arrivé du Maroc après la « bataille d'Alger », j'avais vu, pacifiée, cette Casbah, repaire de la rébellion. On y circulait en sécurité. Les patrouilles et postes de contrôle faisaient leur métier de routine auquel se soumettait de bonne grâce la population qui avait perdu cette

D. Desage



◀ Musulmanes et Européennes, unies dans une même foi, écoutent les paroles exaltantes des orateurs qui se succèdent à la tribune.

D. Desage



A Alger, comme dans ▶ de nombreuses villes d'Algérie, des défilés sont organisés. En tête des cortèges, follement acclamés, les anciens combattants.


E.C.P.A.

attitude préoccupée, angoissée, de gens pris entre les terroristes et les forces de l'ordre.

Mais après le 13 Mai ce fut un changement spectaculaire. Les gens avaient dans les yeux cette lueur de ceux qui trouvent que la vie vaut la peine d'être vécue. Les femmes écartaient leur voile pour montrer leur sourire.

Reparti en opération début juillet, j'avais pu constater quels changements avait produits dans la population le « Français à part entière ». Auparavant, nos convois traversaient des villages mornes et silencieux. Maintenant, la population manifestait ouvertement sa confiance et son amitié. Dans les zones encore dominées par les rebelles, les opérations prenaient le caractère de « barouds d'honneur » durs, certes, mais après lesquels « on causait ».

J'ai gardé un souvenir particulièrement vif de ces contacts au cours d'une série d'opérations en Kabylie, dans la vallée de la Soummam.

Il est un épisode que je ne suis pas près d'oublier.

Nous venions de disperser une forte bande dans la région du village de Bel-Ayel. La semaine avait été dure : j'avais perdu un officier et une dizaine de paras. Les fellaghas, de leur côté, avaient « trinqué sec » et perdu hommes et matériel.

Les " bâtisseurs de ponts "

Je fis rassembler la population près du village, dans un champ, pour développer le thème désormais adopté depuis le 13 Mai et les discours du général de Gaulle :

— Vous vous êtes bien battus et vous avez montré que vous étiez braves. Mais pourquoi continuer, puisque vous n'avez plus de raison de le faire? Maintenant, tous les Français d'Algérie, musulmans et Européens, sont égaux. Ils doivent être comme des frères. Le général de Gaulle l'a dit à Mostaganem. Il est maintenant le chef de la France. C'est la garantie qu'on ne vous trompera pas. Il faudra voter pour qu'il reste le chef de la France. Vous allez crier « Vive la France! Vive le général de Gaulle! ».

J'avais pris comme interprète un villageois assez âgé parlant bien français et je me rendis compte qu'il mettait dans son discours toute la conviction d'un candidat aux élections.

La foule réagit comme je l'espérais, criant à qui mieux mieux « Vive la France! Vive le général de Gaulle! ».

Quand les ovations eurent pris fin, l'interprète se tourna vers moi et dit :

— Tu sais, mon colonel, tu pouvais leur parler toi-même. On parle bien français, ici. Tous les hommes, ils vont travailler en France. Mon fils, il est chez Renault. Moi, j'ai travaillé en France pendant vingt ans. Maintenant, tu dis : ▶

D. Desage



◀ L'intégration, pour beaucoup de musulmanes, a une signification particulière : c'est un pas en avant vers l'émancipation.

D. Desage



Côte à côte, le ▶ visage resplendissant d'un même bonheur, une musulmane et une Européenne : serait-il possible de ne plus se haïr ?


Général Goubard


R. Bail


R. Bail

la mystique des " Français à part entière "

« Il faut voter pour le général de Gaulle »... Moi, je veux bien, mais moi, j'ai toujours voté pour M. Daladier. Il est bien, lui aussi...

Après avoir quitté le commandement de mon régiment et avoir été affecté à l'état-major de la 10ᵉ D.P., je fus détaché au secteur d'Alger au moment du référendum. Le premier, celui du « Oui à la France ».

Je ne parle que de ce que j'ai vu : à Alger, le référendum se déroula dans une ambiance d'enthousiasme et de complète liberté. Je m'intéressais particulièrement au déroulement des opérations de vote à la Casbah, dont les réactions me semblaient devoir être symptomatiques.

Le capitaine Sirvent, du 9ᵉ zouaves responsable de la Casbah, faisait de cette consultation un symbole et veilla à ce que les votes fussent totalement libres.

Dans la plupart des bureaux de vote, la proportion des *oui* fut très fortement majoritaire. Dans certains, une notable fraction de *non* fut enregistrée.

Les femmes musulmanes, qui votaient pour la première fois de leur vie, y attachaient une immense importance. Elles faisaient queue devant les bureaux bien avant l'ouverture et dès le lever du jour. Fréquemment, elles refusèrent d'entrer dans les isoloirs et déposèrent ostensiblement leur bulletin dans l'urne.

« Moi, disait l'une d'elles, montrant, son bulletin *Oui*, je veux être française. Je n'ai pas besoin de me cacher. »

« Moi aussi, disait une autre, montrant son bulletin *Non*, je veux être française. Mais mon frère, il est au maquis. Je peux pas voter contre lui. Quand il reviendra, on sera français ensemble. »

Dans le corps d'armée d'Alger, la fraternisation allait bon train et Massu veillait à ce qu'elle passât dans les faits. Lui et sa femme étaient passionnément « Algérie française » et se donnèrent complètement à l'intégration. Ils adoptèrent Malika. Suzanne Massu organisa des ouvroirs et, avec l'autorité irrésistible qui lui était propre, requit les femmes d'officier pour la seconder tant dans les contacts avec les femmes musulmanes que dans leur initiation à la vie occidentale.

Si, dans son ensemble, la population



J.-C. Deutsch/Paris-Match

En haut à gauche : **des A.S.S.R.A., ces jeunes femmes qui sillonnaient l'Algérie pour venir en aide aux populations.** *En haut à droite :* **Suzanne Massu. Son opération « machine à coudre » eut un énorme succès. Mais il ne s'agissait pas seulement d'apprendre à coudre aux femmes. Plus importante encore était l'éducation des enfants, qu'ils fussent des villes ou du bled. Et de très nombreuses écoles primaires furent créées...**

communautés, combler le fossé creusé par le terrorisme, occidentaliser les musulmans, les libérer de leurs contraintes, les faire participer à « l'ordre nouveau » et par là même faire comprendre aux pieds-noirs qu'il leur fallait cesser d'être une « caste ».

Du côté musulman, les résultats dépassèrent les espérances et tous purent vérifier ce dont certains d'entre nous, depuis l'Indochine, avaient la certitude : ce désir d'indépendance n'était, pour le peuple, que le transfert de leur frustration de ne pouvoir obtenir d'être des Français à part entière.

Cet effort fourni par l'armée était l'expression naturelle de la certitude que nous avions de bénéficier d'une confiance totale tant du côté des musulmans que du côté des pieds-noirs.

Pour les musulmans, en plus du prestige traditionnel des armes dans les pays arabisés, il y avait l'énorme soutien des anciens combattants.

Pour les pieds-noirs, l'armée pouvait tout : comme l'a dit Jacques Perret,



Dalmas

musulmane répondit chaleureusement à notre appel, les femmes le firent passionnément.

Vouées par la société islamique traditionnelle, dont l'administration française avait respecté les tabous, à la servitude et à l'effacement, ce que nous avions voulu être la « révolution du 13 Mai » était pour elles une libération.

Au contact des faits, ceux des officiers qui n'avaient pas saisi, au début, l'importance et le caractère « révolutionnaire » qu'un certain nombre d'entre nous avaient voulu donner immédiatement aux événements du 13 mai 1958 s'engagèrent à leur tour.

Tous ceux qui ont « vécu l'Algérie » de mai à octobre 1958 conserveront un souvenir inoubliable de l'effort prodigieux fait par l'armée pour réconcilier les

« par fidélité à la vieille image du laboureur des marécages sous la protection du soldat, le pied-noir continuait d'aimer les soldats. L'Algérie et son armée semblaient inséparables »...

Pour les coloniaux imprégnés de Kipling, les « bâtisseurs de ponts », il y avait un pont à construire par-dessus le fossé creusé par les terroristes.

C'est dans cet esprit que l'armée entra dans les comités de salut public. D'aucuns ont voulu y voir je ne sais quel penchant à l'activisme, à la politique. Rien n'est plus faux. Nous savions seulement que nous étions les seuls à bénéficier de la confiance des deux parties.

Quant aux pieds-noirs, quand on vit, dans les semaines qui suivirent le 13 Mai, des Européens se lever dans les tramways pour donner leur place à des femmes musulmanes et bien d'autres gestes, qui n'étaient certes que des gestes, mais combien révélateurs, on sentit profondément qu'il y avait une adhésion tacite à cet ordre nouveau et que les effusions du 16 mai avaient été autre chose qu'un choc émotionnel fugitif et artificiellement provoqué.

On le vit bien, lorsqu'en octobre de Gaulle donna l'ordre aux officiers de se retirer des comités. Ils obéirent. Ce fut immédiatement ressenti par les deux communautés comme la remise en cause des promesses du 13 Mai.

Les pieds-noirs se rétractèrent, y voyant le signe du véritable dessein gaulliste.

Les musulmans aussi, y voyant le désaveu de cet ordre nouveau que leur avait promis l'armée. Et le fossé se creusa de nouveau. Néanmoins, l'armée ne renonça pas à « intégrer » musulmans et pieds-noirs. Elle y croyait comme un prosélyte en Dieu.

On organisa des « séminaires » pour les jeunes rebelles prisonniers. Il y en eut pour les femmes comme pour les hommes. Les résultats dépassèrent les espérances. On créa une véritable mystique de « Français à part entière ». Des filles, capturées dans les maquis, qu'on faisait entrer dans ces séminaires, parfois malgré elles, cachant des grenades sous leur robe étaient métamorphosées trois mois après. On en faisait des E.M.S.I. (1) et des « harkettes » accompagnant nos assistantes sociales dans leur apostolat.

Un auditoire passionné

Du côté musulman, l'Algérie française progressait à grands pas.

Les pieds-noirs, en revanche, « se gelaient », détectant dans chaque déclaration gaulliste la volonté d'abandonner l'Algérie.

Il fallait à tout prix recréer le contact entre eux et les musulmans et leur faire comprendre que, même dans la meilleure hypothèse, l'Algérie ne pourrait rester française que dans une symbiose des musulmans et des chrétiens.

Cherchant par d'autres voies à poursuivre l'œuvre entreprise, le colonel Vaudrey et moi-même envisageâmes d'entreprendre sur ceux-ci une action parallèle à celle exercée sur les musulmans. Nous convînmes de soumettre le problème à Massu, qui commandait le corps d'armée, et de demander à tenter une expérience à Alger.

Massu nous reçut et entra dans nos vues. Nous organisâmes notre affaire de la façon suivante : tous les réservistes européens d'Algérie, soit toute la population active, étaient tenus d'effectuer trois jours de service militaire par mois dans les unités dites territoriales. Il était donc possible pendant ces trois jours d'en inviter un certain nombre à suivre un ▶

(1) Equipes médico-sociales itinérantes.

de l'initiation à la guerre révolutionnaire

stage pendant lequel on s'efforcerait de les initier aux problèmes que posait l'Algérie française nouvelle.

Le stage fut organisé au camp de Zéralda, à proximité des cantonnements du 1[er] R.E.P.

Les stagiaires y défilaient en permanence à raison d'un stage tous les trois jours. Ce stage fonctionnait sous la responsabilité du commandant du secteur d'Alger et la direction d'un officier d'action psychologique.

L'objet du stage était « l'initiation à la guerre révolutionnaire ». C'était le titre de la conférence d'ouverture faite par le colonel Cogniet, spécialiste de cette question.

Le colonel Vaudrey et moi-même assistions à certaines séances d' « exploitation » de cette conférence, car le poids de nos cinq galons était parfois nécessaire pour dominer les réactions d'un auditoire facilement passionné.



◄ D'un bout à l'autre de l'Algérie, ils ont voté en masse, confiants dans l'avenir avec la France : 96 pour cent de votants. La victoire était complète, et pour la première fois, les femmes étaient allées aux urnes.

Oui à de Gaulle : *oui* à la France. Une marée tricolore avait submergé l'Algérie et, pendant un temps, il sembla que se fût éloigné à jamais le spectre d'une guerre sans fin. ►



Bouteiller

◄ Ainsi commença l'intégration. Pour faire des musulmans des Français « à part entière », il fallait leur apprendre à lire et à écrire. Et les soldats se firent instituteurs...

Une bombe d'avion rue Michelet

Dans sa conférence, Cogniet mettait à dessein l'accent sur les intentions déclarées de Lénine de détruire les puissances occidentales en s'en prenant à leurs empires coloniaux. Le levier utilisé était le développement des nationalismes en réaction contre le racisme de certains colonisateurs.

Au cours de la séance, nous engagions le débat sur le racisme. « Qu'est-ce que le racisme ? Y a-t-il un racisme en Algérie ? » Les réactions étaient vives : « Jamais de la vie!... Les Américains sont racistes... Les Allemands sont racistes... Pas nous, les Français! » Alors, on entrait dans le vif du sujet. Et nous citions des faits de chaque jour : le fonctionnaire qui donne la priorité à son guichet à l'Européen arrivé après des musulmans ; l'Européen tutoyant un musulman instruit, qui le vouvoie, etc.

Tout cela, bien sûr, sans intention désagréable et parfaitement admis par le paysan, qui ne connaît en arabe que le tutoiement et qui admet tacitement l'attitude « supérieure » de l'Européen, comme, il y a cinquante ans, nos paysans de France admettaient celle du « Parisien »... Mais exaspérant pour le musulman occidentalisé, qui y voit une familiarité hautaine et insupportable pour celui qu'a sensibilisé la propagande révolutionnaire, qui lui montre là une marque d'un racisme méprisant.

Puis venaient les idées exprimées que ces frictions ne feraient que croître avec l'évolution de la population musulmane que nous nous efforcions d'accélérer ; que la France ne maintiendrait pas indéfiniment 400 000 hommes en Algérie pour conserver un état de discrimination ; que la démographie ne ferait qu'accentuer l'infériorité numérique des Européens ; qu'il fallait choisir entre une intégration réciproque, entre une « nouvelle société eurafricaine », et la perte inéluctable de l'Algérie.

Certaines séances étaient chaudes. Pourtant, au bout d'un certain temps, nous eûmes le sentiment que notre action portait ses fruits. Il y avait évidemment des irréductibles : « Nous, ces gens-là, on les connaît mieux que vous. Ils ne connaissent que la force. » Mais la très grosse majorité admettait qu'il y eût des choses à changer.

Les résultats de ces stages se répercutaient vite dans la population algéroise car les 500 ou 600 stagiaires qui passaient chaque mois étaient choisis en priorité parmi les officiers et sous-officiers de réserve dont l'influence sur leurs concitoyens s'exerçait en permanence dans le cadre du dispositif de protection

Courdent



◄ La politique de fraternisation avait surpris et consterné les gens du F.L.N. qui, pendant les folles journées de mai, ne s'étaient pas manifestés. Mais bientôt les attentats reprirent, toujours plus meurtriers.


Cavagna

urbaine mis en place lors de la « bataille d'Alger ».

Nous eûmes la satisfaction d'enregistrer des résultats concrets importants. Le plus spectaculaire fut obtenu lors de la campagne électorale de mai 1959.

Pour casser cette campagne et recréer le « fossé », les terroristes firent éclater, rue Michelet, une bombe d'avion qui fit 70 victimes. Aucune réaction hostile de la part de la foule européenne ne se manifesta à l'égard des musulmans, jadis, hélas! rendus parfois solidaires des tueurs.

Ce fut sans doute la plus éclatante manifestation de l'action poursuivie par l'armée dans son œuvre d'occidentalisation et de francisation. Les musulmans y virent notre volonté de les « décoloniser » et répondirent totalement à notre attente.

Nous manquions d'instituteurs, car beaucoup, faisant leur service comme officiers ou sous-officiers, ne pouvaient être distraits de l'encadrement, déjà très insuffisant.

Alors on se tourna vers les « appelés » du contingent. Certes, leur niveau d'instruction ne répondait pas toujours aux exigences académiques, mais ils pouvaient apprendre aux gosses à parler français, lire, écrire et compter, et leur esprit d'apostolat tenait lieu de certificat d'aptitude pédagogique.

Il n'était pas un poste près d'un village qui n'eût son école, et les paysans pauvres se saignaient aux quatre veines pour que les enfants allassent à l'école proprement vêtus et, chaque fois qu'ils le pouvaient, « à l'européenne » disant : « Quand ils seront tout à fait français, ils seront plus heureux que nous. »

La soif d'apprendre des enfants était grande et leur faculté d'assimilation extraordinaire.

Je reçus un jour à Philippeville une délégation de notables de France. Ils venaient s'informer des problèmes de la guerre. Voyant qu'ils étaient très disposés à se mettre « dans le bain », je leur donnai des tenues militaires et ils passèrent quinze jours dans les postes, à vivre la vie des soldats et les problèmes des officiers. Parmi eux, il y avait un conseiller général de la Haute-Garonne, professeur de son état et socialiste, chef d'escadron d'artillerie de surcroît, peu militariste sans doute, certainement pas « colonialiste » et pas du genre à s'en laisser conter. A la fin de leur séjour, je les emmenai dans l'école d'un très pauvre village dans la montagne, dirigée par un jeune « appelé » plein de foi.

On présenta les enfants, qui passèrent au tableau noir, chantèrent des chansons d'écoliers de France. Pour finir, un enfant boiteux, chétif, avec de grands yeux clairs, récita un petit poème qui s'appelait *les Ailes*. Redressant son petit corps infirme, comme pour s'élancer, il terminait *Je veux des ailes... Je veux voler!* avec les intonations d'un gosse de la maternelle au Kremlin-Bicêtre.

L'austère professeur était ému

Tout le monde avait l'œil humide et il me sembla que l'austère professeur était ému. On félicita le soldat instituteur, qui rayonnait. Quand la délégation quitta Philippeville, on me remercia et l'un de ses membres, député, me demanda si quelque chose pouvait être fait pour aider l'armée dans sa mission.

Je lui répondis : « Un accroissement des moyens militaires contribuerait certainement à en terminer plus vite avec la rébellion, qui est au bout de son rouleau, comme vous avez pu vous en rendre compte vous-même. Mais il serait encore plus utile que l'argent que cela représenterait fût employé à faire faire un voyage en Algérie à tous les maires de France. Je suis sûr alors que la France comprendrait et que l'Algérie resterait française. »

On a dit que l'armée avait assuré en Algérie de nombreuses tâches incombant à l'administration civile. C'est vrai. Elle l'a fait avec un véritable « esprit de mission ».

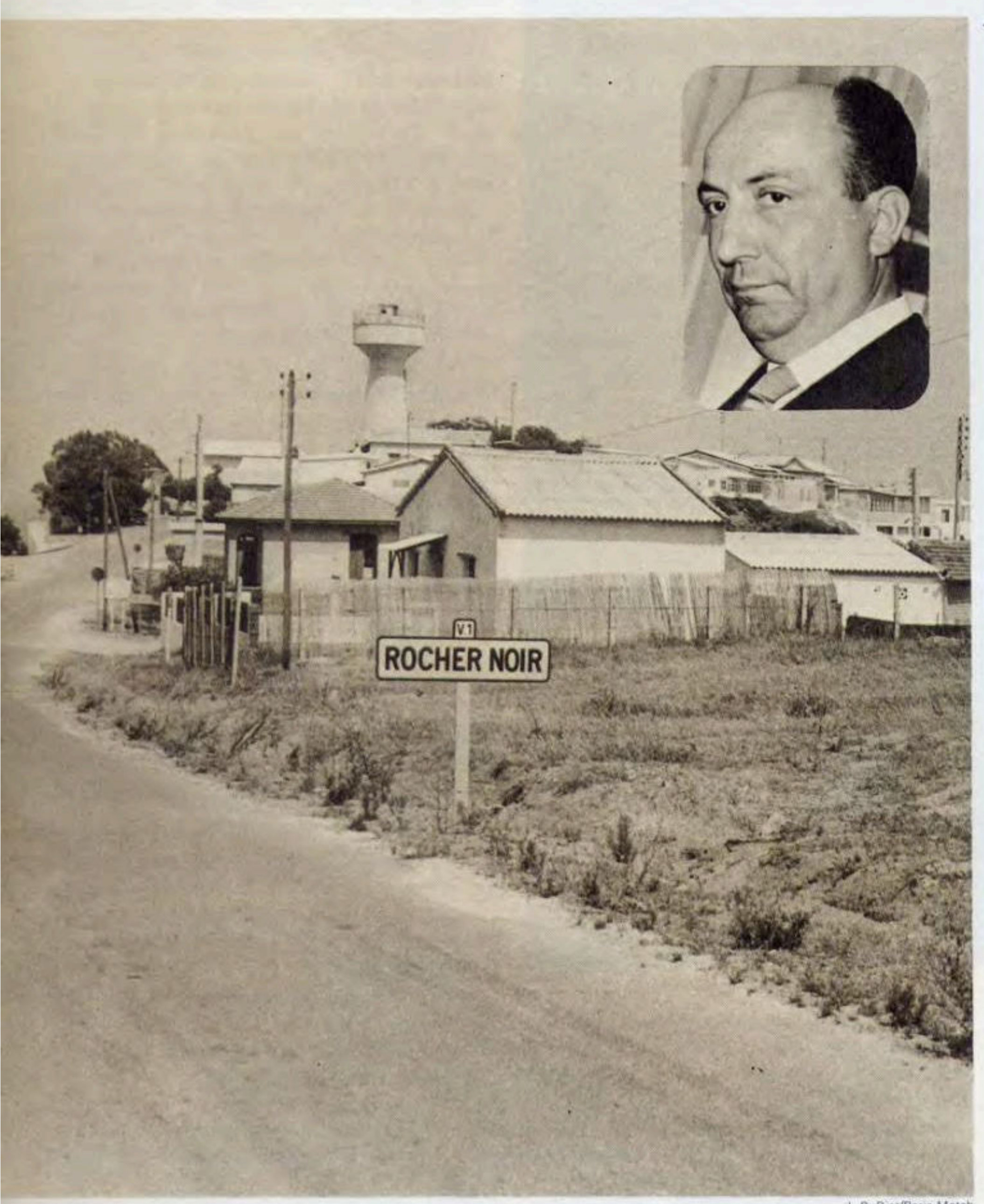
Lors des conquêtes coloniales, les territoires annexés étaient généralement laissés pendant un certain nombre d'années, sous administration militaire, plus informelle, plus personnalisée que l'administration normale, car on admettait que le métier militaire ressortissait plus à une vocation de meneurs d'hommes qu'à une activité professionnelle.

Le problème de l'Algérie n'était pas un simple problème de répression et de rétablissement d'un *statu quo ante*. Il s'agissait, en réalité, d'une reconquête et d'un nouveau départ sur d'autres bases. Il fallait appliquer à la société musulmane, dans un cadre français, la politique par laquelle Mustapha Kemal avait occidentalisé la Turquie et en avait fait un Etat européen. Et il fallait contraindre les deux communautés à s'intégrer mutuellement à un nouvel ordre.

Seule l'armée jouissait auprès des deux communautés d'une confiance et d'un ascendant suffisants pour pouvoir mener à bien cette décolonisation. H

Jacques ROMAIN-DESFOSSÉS

GRASSIEN LE COMMISSA



J.-P. Biot/Paris-Match

◀ **Rocher-Noir. C'est au mois de septembre 1961 que Jean Morin *(en médaillon)* avait quitté Alger pour s'installer dans les locaux de la cité administrative de Rocher-Noir, entre Aïn-Taya et Courbet-Marine.**

L'Élysée. « En Algérie, dit de Gaulle lors de sa conférence de presse du 5 septembre, ce dont il s'agit c'est du dégagement. Bien entendu, nous n'excluons pas que ce dégagement aboutisse à une coopération... » ▶

En cet été de 1961, le délégué général, Jean Morin, se sent seul, très seul. Entre lui et la population européenne d'Algérie le courant, il est vrai, n'a jamais passé. Mais à présent, la coupure est totale : il est le représentant d'un pouvoir plus exécré que jamais, l'homme qui, disent les pieds-noirs, est chargé de « remettre l'Algérie aux ratons sur un plateau d'argent ». C'est le « liquidateur », celui qui a été désigné par l'Elysée pour leur imposer l'alternative « la valise ou le cercueil ».

Soudée à l'O.A.S., cette population européenne assiste, soutient, dissimule les chefs de l'organisation, qui se meuvent au milieu d'elle « comme des poissons dans l'eau ». Elle approuve les destructions, les meurtres perpétrés en son nom, pour son « salut ». L'armée, elle, se montre réticente.

Restent les gendarmes mobiles du colonel Debrosse, qui, eux, ont un compte à régler avec les ultras et leurs organisations paramilitaires : ils ne sont pas près d'oublier ce qu'ils appellent « le guet-apens du 24 janvier 1960 », qui vit tomber 127 d'entre eux, dont 14 tués, sous les balles des hommes d'Ortiz et de Lagaillarde. Mais malgré leur acharnement, les résultats qu'ils obtiennent sont décevants. Qu'ils décident une perquisition ici, qu'ils installent un barrage là et aussitôt l'adversaire, informé, déjoue leur plan. « L'O.A.S. sait tout, voit tout »... un slogan qui traduit bien la réalité.

Jean Morin sait pouvoir compter sur le dévouement du commissaire divisionnaire Louis Grassien, venu de métropole pour l'aider dans la lutte anti-O.A.S. Petit, trapu, portant lunettes, ce policier, qui dirigeait la police judiciaire de Reims, ne se laisse pas impressionner par les menaces de mort dont il fait quotidiennement l'objet : il a déjà échappé à plusieurs attentats. Sous ses ordres, un groupe de dix hommes, huit Européens et deux musulmans, s'efforce de remonter jusqu'aux têtes de l'organisation — sans grand résultat jusque-là.

Expédiés « ad patres »

Ils ont mis la main sur de pâles comparses et aussi sur quelques exécutants — des légionnaires déserteurs pour la plupart — ayant à leur actif des « opérations ponctuelles » (exécution de condamnés à mort par l'O.A.S.) ou encore des attaques de banque. Mais les cerveaux, les Godard, les Susini, les Degueldre, après lesquels courent Grassien et ses hommes, se défilent chaque fois que le filet se resserre autour d'eux. Ils sont là pourtant, au cœur d'Alger, bien cachés au milieu de leurs amis pieds-noirs. Mais les clandestins changent de gîte tous les jours, passent d'une voiture à l'autre, s'évanouissent à l'instant où l'on croit les tenir enfin. Grassien le sait, il a du flair et croit les sentir.

Tout de même, le patient travail du commissaire divisionnaire commence à porter ses fruits. A force d'amasser, d'analyser, de recouper les documents découverts lors des perquisitions, ainsi que les renseignements arrachés à l'occasion d'interrogatoires, le policier a pu reconstituer l'organigramme de l'O.A.S. Il peut à présent déchiffrer les codes qu'utilisent entre eux les conjurés. Il connaît leurs pseudonymes : « Soleil », c'est Salan, « Fleur », c'est Gardes... Voilà qui doit permettre d'avancer.

Jusque-là, la pénétration de l'O.A.S. par des hommes du commissaire Grassien a échoué. Tout de suite informé, Degueldre a fait expédier *ad patres* les « collaborateurs » infiltrés et lâchés aux mollets des chefs de l'organisation.

RE ET LES TUEURS



Marguerite Sy

Gamma

Fin juillet, une nouvelle occasion se présente. Un Italien, déserteur du 1er R.E.P. et répondant au nom de Pino, rend visite au préfet de police, René Jannin.

« Je voudrais voir le délégué général. J'ai une proposition intéressante à lui faire », déclare l'homme.

Il révèle qu'il appartient à l'O.A.S. Il est donc déjà dans la place et l'on ne se méfie pas de lui. Il se dit prêt, moyennant certaines promesses, à coopérer avec la police officielle.

Le préfet convainc Jean Morin qu'il lui faut recevoir le déserteur, un petit bonhomme du Mezzogiorno, sec comme un pruneau, à la joue balafrée, à l'œil vif et rusé.

Pino s'explique : « J'ai abandonné la légion au lendemain du putsch parce que je crois à l'Algérie française. J'appartiens maintenant aux commandos « Delta » de Degueldre. J'ai participé à diverses opérations de destruction au plastic.

Les "tuyaux" de Pino

Mais à présent, ils veulent que je descende des types. Alors là, je ne marche plus. C'est pour moi un cas de conscience. Vous comprenez, le plastic, ça fait du bruit, ça impressionne. Mais comme on opère la nuit quand tout est désert, ça ne fait pas de mal, tandis que les « opérations ponctuelles », les assassinats... non! »

« Alors qu'allez-vous faire? » interroge Jean Morin.

« Eh bien, voilà. Je peux vous informer sur ce qui se passe chez Salan, Godard et compagnie si vous me promettez l'impunité et mon rapatriement en Italie au bout d'un certain temps. Je ne demande pas d'argent. Quant à ma protection, je l'assurerai moi-même. Etes-vous d'accord? »

Après avoir consulté le commissaire Grassien, le délégué général accepte.

Les résultats ne se font pas attendre. Les « tuyaux » de Pino sont nombreux et ils sont bons. A la fin d'août, les gendarmes mobiles, opérant sur ses informations, découvrent plusieurs caches O.A.S. dans la Mitidja. Des armes, des documents de première importance tombent entre leurs mains. Un matin, ils apprennent que Salan se planque dans ▶

un personnage à la fois brillant et farfelu

un silo à blé dont l'emplacement exact leur est indiqué. Ils bouclent le secteur mais ratent « l'Oncle » qui a pu filer *in extremis*. Le chef de l'O.A.S. a eu chaud.

Godard aussi l'échappe belle. Pino fournit l'adresse de son repaire, un immeuble de la rue Michelet, mais le déploiement de gendarmerie mis en place pour l'arrêter alerte à temps le colonel, qui a le temps de s'éclipser, sans pouvoir toutefois emporter ses papiers, ses notes dans lesquelles il est notamment question d'un nommé Gingembre, sorte d'agent de liaison entre Paris, Alger et Madrid. Grassien tient là une bonne piste.

Un personnage à la fois brillant et farfelu que ce Maurice Gingembre. Quarante ans, élégant, distingué, ce directeur général des mines du djebel Onck a pris dans les romans le goût de la clandestinité, pour laquelle il manifeste une sorte d'émerveillement puéril. Il rêve aussi de devenir un homme important, l'un des rouages politiques dont aura besoin demain la République lorsque de Gaulle, après avoir été jugé par la Haute Cour, aura disparu de la scène.

En Espagne, où l'appellent parfois ses occupations, il s'est facilement laissé endoctriner par Lagaillarde, Ronda et d'autres évadés du « procès des barricades » réfugiés outre-Pyrénées, mais surtout par Argoud et Lacheroy, ces redoutables théoriciens de l'Algérie française et de son combat. Séduit, Gingembre a joué les banquiers généreux pour les exilés en quête de subsides. Puis il est devenu leur agent de liaison. C'est ainsi qu'à Paris il est entré en contact avec les responsables de l'O.A.S.-Métro, Sergent, Godot, le colonel de Blignières. L'estime, la considération que ceux-ci lui ont témoignées ont incité l'industriel amoureux de clandestinité à « faire quelque chose pour la cause ». Il peut, s'imagine-t-il, jouer un rôle précieux en réconciliant les diverses tendances Algérie française qui s'affrontent. Déjà, il s'emploie à réunifier en un seul bloc les éléments O.A.S. d'Alger, de Madrid et de Paris.

Dans la Ville blanche, Maurice Gingembre a rencontré Godard, qui, lui, ne l'a pas pris au sérieux. L'entrevue s'est déroulée dans le salon d'un gynécologue réputé, le Dr Salasc, dont l'épouse tient le secrétariat du colonel et se charge de la liaison avec les autres personnalités de l'organisation. Tout de suite, Godard a compris à quel point l'industriel et son jeu très personnel risquaient d'être préjudiciables à tous.

Jean-Jacques Susini a la même réaction. Il s'inquiète de constater que ceux de Paris et ceux de Madrid ont pu faire confiance à cet aimable et généreux irresponsable. Pour bien montrer qu'il est « dans le coup », Maurice Gingembre ne fait-il pas étalage des pseudonymes des clandestins, décrivant le rôle de celui-ci, les fonctions de celui-là, les intentions de cet autre?

« Un pareil fantaisiste va nous attirer des bricoles avant longtemps », avertit Susini. Il ne se trompe pas.

Le 7 septembre alors qu'il prend place à Orly dans la *Caravelle* d'Alger, l'indus-


Gamma/R.A.

Une « machine infernale » a encore explosé dans Alger. Qui a frappé cette fois ? Le F.L.N., l'O.A.S., ou bien quelque groupuscule incontrôlé ?



Gamma/R.A.


Dalmas



Les commandos de l'O.A.S. « frappent quand ils veulent, où ils veulent », montrant ainsi à la population que la nouvelle organisation est puissante et prête à tout. Les premiers plastics, les premières bombes ont été posés par les hommes de « Delta », nom de clandestinité de Degueldre. « Puisque le F.L.N. est devenu un interlocuteur valable par le terrorisme, nous le deviendrons par le même moyen », avait-il dit un jour. Alger vit donc à l'heure des *stroungas* : ici, une maison éventrée, là des cadavres étendus sur le sol, là encore, des incendies. Et puis il y a aussi, omniprésentes, les forces de l'ordre...

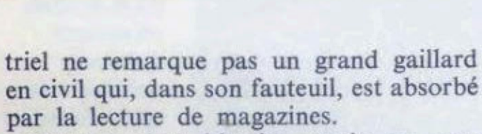


Magnum

Gamma/R.A.

Dalmas

◀ Explosions, barrages-surprise, perquisitions, arrestations, couvre-feu, tout cela fait partie de la vie quotidienne des Algérois. Ils s'en accommodent. Les marchés fourmillent de monde, les gens vont à la plage, l'anisette coule à flots à l'heure de l'apéritif. Dans les cafés, on commente les derniers exploits de l'O.A.S., ou le dernier concert de casseroles : « Nous sommes dans de bonnes mains ; l'O.A.S., elle va nous la conserver, notre Algérie ! »



triel ne remarque pas un grand gaillard en civil qui, dans son fauteuil, est absorbé par la lecture de magazines.

Voyage sans histoire, mais un peu avant que l'hôtesse n'invite les passagers à boucler leur ceinture pour l'atterrissage à Maison-Blanche, l'homme se lève et demande au voisin de Gingembre de bien vouloir lui céder son siège. Il se présente :

« Colonel Debrosse... Je dois m'assurer de la personne de ce monsieur », dit-il en désignant l'industriel auquel, prestement, il passe les menottes.

Cris d'indignation, invectives, menaces de l'agent de liaison que la poigne robuste du colonel retient par l'épaule pour lui interdire tout geste inconsidéré.

« Vous me le paierez! Bientôt, vous et vos semblables vous vous retrouverez sous les verrous et moi, je serai votre accusateur », glapit Gingembre, dont les réactions divertissent les passagers.

Quelques instants plus tard, l'industriel qui rêvait de jouer un rôle se retrouve à la caserne des Tagarins face à Debrosse et à ses adjoints. Interrogatoire serré. Gingembre a perdu sa superbe et très vite il se met à table, livre des noms, des adresses. Il révèle les caches de plusieurs chefs de l'O.A.S.

Mais la nouvelle de son arrestation s'est très vite répandue et cette fois encore les opérations montées illico pour exploiter les aveux du bonhomme ne donnent que de piètres résultats. On arrête des comparses, du menu fretin — dont Mme Salasc, la secrétaire du colonel Godard — mais aucune des têtes.

Il n'en va pas de même en métropole. Les documents saisis dans la serviette de ▶

un coup de pied dans la fourmilière

No 1 **VÉRITÉ** 10 JUIN 1961

Reproductions et Diffusions autorisées

Depuis Avril 1961, il n'existe plus du tout (1) en France d'INFORMATION LIBRE. Tous les journaux sont plus ou moins collaborationnistes inconditionnels. Les Français ne savent plus ni où ils en sont, ni où on les mène. Depuis la Libération, les journaux, soit-disant devenus alors indépendants, sont, au contraire, de plus en plus esclaves d'intérêts étrangers appuyés par nos gouvernants ; c'est ainsi que leurs propriétaires s'enrichissent. Les Patriotes sont décidés à y mettre bon ordre et, d'abord, à rétablir

LA VÉRITÉ

LES PATRIOTES RÉPONDENT
aux collaborateurs inconditionnels . . .

" *La discipline, soit ; mais pas jusqu'au parjure.* " (Général CHALLE)
" *Nous avons agi illégalement par patriotisme* " (Général ZELLER)
" *J'aime mieux être fusillé que de continuer ce métier de...* " (Commandant de SAINT-MARC, 11 citations)
... (Exposez vos motifs) " *Avec plaisir : un soldat ne capitule jamais !* " (Général BIGOT)

La sentence collabo : 3 x 15 plus 10 années de travaux forcés . . . !

Comment, à 15 ans de la guerre, en sommes nous arrivés là ? C'est ce que chacun se demande. D'escroquerie en escroquerie, faux patriotes, faux résistants, émigrés, agents étrangers sont arrivés à se faire confier les charges suprêmes du pouvoir. Il ne s'agit plus d'une élite, mais d'un « Milieu », d'un groupe de mauvais dirigeants que la masse, désorientée, a cru chasser pour, hélas s'abandonner à un homme qui, grâce aux circonstances et à la réputation qui lui avait été faite, a obtenu tous les suffrages.

Le peuple ne s'est ainsi abandonné à un homme que parce qu'il l'estimait capable de remplir sa mission patriotique, mais cet homme n'en est pas devenu pour autant la Patrie elle-même. Le destin de M. le Président de Gaulle, qui n'est qu'un homme, n'est pas le destin de la France.

Puisque cet homme ne remplit pas les devoirs de la Nation qui est d'abord d'assurer la vie et l'avenir de ses enfants, il ne saurait être question de lui laisser plus longtemps disposer de toutes les forces de la Nation ; la France veut vivre et elle vivra sans les soit-disant miracles de tel ou tel surhomme, délégué du Milieu.

(1) Les « lettres confidentielles » sont elles-mêmes illégalement interdites.

Histoire d'une Trahison...
L'AFFAIRE SI-SALAH

1958 — La paix des braves... propose le nouveau chef du gouvernement, le général de Gaulle, porté au pouvoir parce qu'on le croit soldat et patriote. « Tout Algérien qui, ayant pris les armes, veut se rallier à nous, le pourra. Il sera traité en soldat, etc... » Il n'y aura jamais de discussions... avec « l'organisation extérieure » de la rébellion, le soit disant gouvernement etc...

1960 — Des chefs de la rébellion proposent le ralliement des fellaghas qui opèrent dans une région grande comme trois départements. Trois de ces chefs insurgés veulent l'accord du chef suprême militaire et civil que la France s'est donnée, le général de Gaulle ; ils croient que de Gaulle, c'est la France.

Coll. Serge Durrieux

◀ **Le journal clandestin *Vérité* vient de sortir son premier numéro. La presse activiste a pris son essor, et la population, tant en Algérie qu'en métropole, ne va pas tarder à être inondée de tracts et de bulletins. L'O.A.S., en fait, ne sera pas la seule voix clandestine qui s'adressera aux « patriotes algériens ». Il est généralement admis que deux bulletins sur trois attribués à l'O.A.S. sont faux. Les initiatives privées ne manquent pas, en effet. Lors de leur procès, le général Salan ainsi que le général Jouhaud dénieront la paternité d'un certain nombre de tracts et de bulletins. Comme ils dénieront celle de certains actes.**

Maurice Gingembre permettent d'appréhender le colonel de Blignières, qui avait été, à Paris, la cheville ouvrière des préparatifs du putsch. Les généraux Vanuxem et Crèvecœur tombent eux aussi dans les filets de la Sécurité militaire... grâce à l'ami Gingembre. Dans la foulée, les inspecteurs parisiens, informés par Alger, ont failli se saisir du capitaine Sergent, qui n'a échappé que de justesse.

Le déserteur Pino pendant ce temps poursuit son travail de sape du bastion O.A.S. A Oran, ses informations permettent d'arrêter quelques chefs de l'organisation, dont le Dr Roméro. Peut-être les enquêteurs seraient-ils remontés jusqu'au général Jouhaud si l'organisation secrète n'avait enfin découvert qu'un traître œuvrait dans ses rangs et que ce traître était Pino.

Le moment est venu pour les autorités d'Alger de respecter leur engagement. Pino grillé, il faut, comme promis, assurer son rapatriement en Italie. Ce qui est fait. Nanti d'une fausse identité, pourvu d'un viatique, l'ex-légionnaire prend discrètement, un matin, l'avion pour Rome. Plus jamais on n'entendra parler de lui. Les services du commissaire divisionnaire Grassien et ceux du colonel Debrosse ont perdu leur meilleur informateur.

Les opérations conduites grâce à Pino ont fait office de coup de pied dans la fourmilière O.A.S. Pour l'état-major de l'organisation, l'alerte a été chaude et chacun de ses membres ne songe plus, en ce début d'automne de 1961, qu'à se mettre à l'abri.

Salan, qui a senti le vent du boulet lui siffler aux oreilles à plusieurs reprises, ne se trouve plus en sécurité parmi les colons de la Mitidja. En définitive, où se cacher mieux qu'à Alger? Alors, il regagne la Ville blanche avec l'intention bien arrêtée de remettre de l'ordre dans la maison où civils et militaires tirent à hue et à dia, où les colonels se montrent prêts à secouer le joug de « l'Oncle », où la base opère souvent pour son propre compte et néglige d'informer la hiérarchie.

Revoilà donc Salan à Alger. En arrivant, le général trouve un rapport du Dr Jean-Claude Pérez, qui — assisté de Roger Degueldre — dirige la branche la plus importante de l'O.A.S. : « Organisation - Renseignement - Opérations » (O.R.O.). Dans son *Histoire de l'O.A.S.*, Jean-Jacques Susini révèle la teneur de ce rapport dont les termes, assurément peu militaires mais fleurant le langage coloré de Bab-el-Oued, laissent pantois le chef de l'organisation, habitué à plus de dignité, à plus de rigueur. Et il y a de quoi.

Qu'on en juge :

Salut la compagnie!

Après l'orage, tout va bien. En ce qui concerne l'O.R.O., la boutique a continué à tourner régulièrement et normalement. Aucun dégât de notre côté. J'aurai très rapidement l'occasion de vous faire un compte rendu dès la reprise normale des liaisons. A bientôt.

Moral de fer et couilles d'airain!

Le départ du déserteur Pino a ôté toute efficacité au commissaire Grassien et à ses hommes. Toutes les opérations qu'ils montent à présent échouent. Placés dans le collimateur de Degueldre et de ses « Delta », ils sont épiés, surveillés, menacés. Il est temps pour eux de regagner la métropole, ou alors, ils risquent de tomber sous les balles des tueurs. Comme le commissaire Gavoury ou comme le commandant Post, de la Sécurité militaire, qui, eux aussi, s'étaient attaqués au guêpier O.A.S.

Début novembre, arrive de l'Intérieur l'ordre de rentrer. Grassien décide d'arroser ça et d'organiser une petite sauterie dans un bar du boulevard Gallieni où le commissaire et ses inspecteurs trinquent joyeusement.

Soudain, descendus d'une voiture qui s'est arrêtée devant la porte, des hommes armés de mitraillettes font irruption dans l'établissement. Ils mettent l'arme à la hanche et fauchent à droite, fauchent à gauche. Les policiers ripostent en plongeant sous les tables. Les tueurs n'insistent pas et prennent le large laissant derrière eux un cadavre : celui du commissaire René Joubert, adjoint de Grassien, tué d'une balle en pleine tête. Ainsi s'achève la mission de la première brigade anti-O.A.S. d'Alger. **H**

Pierre-Albert LAMBERT

M. Dupont



◀ **« La guerre à proprement parler s'achève en Algérie », avait déclaré de Gaulle. Mais le terrorisme F.L.N. n'a jamais été plus actif. Et d'aucuns reprocheront au service d'ordre de consacrer plus de temps à lutter contre l'O.A.S. que contre le F.L.N.**

NOUVEL OBJECTIF O.A.S. : LES TRUANDS



Gamma/Eur.

Pour lutter contre l'O.A.S., Jean Morin compte sur la police. Mais est-elle sûre ? Selon un rapport des services de gendarmerie mobile, 60 à 80 % des agents du corps urbain auraient été des sympathisants O.A.S. C'est pourquoi Morin demande de l'aide à Paris.

En septembre 1961, l'autorité civile quitta Alger. Après le général Ailleret, qui, dès le mois de juin, avait abandonné le quartier Rignot pour s'installer à la base de Réghaïa, Jean Morin s'éloigna de la Ville blanche pour emménager dans les locaux ultra-modernes de la cité administrative de Rocher-Noir, entre Aïn-Taya et Courbet-Marine.

G. Ménager/Paris-Match



Ce départ laissait la ville aux mains de l'O.A.S. qui, en cet automne de 1961, avait définitivement pris son essor. Les commandos de Roger Degueldre venaient de réussir le premier hold-up de l'histoire de l'organisation en enlevant 80 millions de francs sur le port. Chaque jour, les « delta » faisaient crépiter leurs armes automatiques aux quatre coins de la ville, laissant sur le bord des trottoirs les cadavres toujours plus nombreux de gaullistes, de libéraux ou de musulmans pro-F.L.N.

Les rayons du soleil et le bleu du ciel contrastaient étrangement avec l'atmosphère de guerre civile qui s'était abattue sur la capitale de l'Algérie.

Couchés dans le fond du caisson de leurs automitrailleuses, les gendarmes mobiles sillonnaient les artères d'Alger le doigt sur la détente de leur P.M. arrosant de courtes rafales la façade des immeubles dès qu'une présence suspecte apparaissait sur un balcon ou sur une terrasse.

Cependant, la lutte répressive des

(Suite page 2884)



Dra-el-Mizan, charmante petite ville située au débouché de la dépression qui marque la fin vers l'ouest de la grande chaîne du Djurdjura. Là fut créé, en 1852, le 1er régiment de zouaves.

Manaut Esqueule



HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 347

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

Démobilisé le jour de l'indépendance marocaine, le 2 mars *1956*, je suis rentré dans la police comme gardien de la paix, et sorti n° 1 de la dix-septième et dernière promotion de gardiens français. Écœuré de ce qui se passait dans ce Maroc, qui profitait si mal de son indépendance, je suis rentré en France (départ clandestin, car je n'avais pas l'autorisation de quitter le territoire marocain).

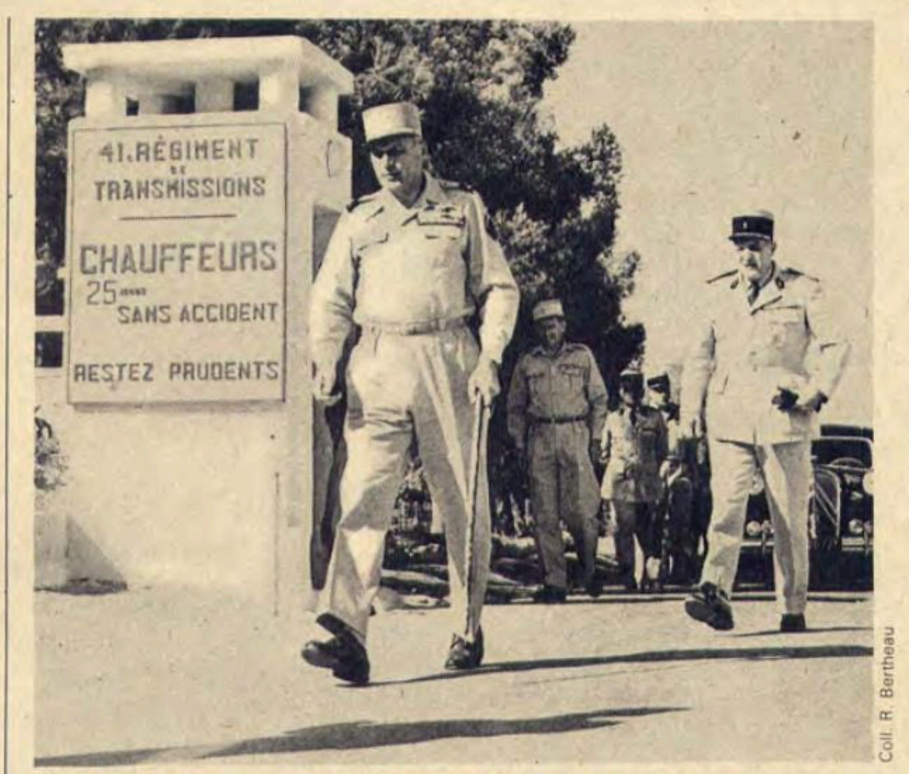
Recruté à la préfecture de police de Paris en décembre 1956, j'ai été affecté à la brigade des agressions et violences (police judiciaire), qui était en fait l'équivalent pour la P.P. de ce que la Sûreté nationale appelait plus franchement, chez elle, la brigade nord-africaine. Pendant quinze mois, j'ai dû parler poliment à des tueurs à gages du F.L.N. ou du M.N.A., qui ressortaient de prison un à trois mois plus tard, quand ils n'étaient pas mis en liberté provisoire cinq jours après le premier interrogatoire du juge d'instruction. Lassé de voir tomber des collègues et des musulmans fidèles, je me suis porté volontaire pour l'Algérie. Affecté à Biskra, puis à Constantine, je me suis aperçu que la police était entre les mains des « pieds-noirs » et que l'on n'accordait aux métropolitains qu'une confiance limitée (j'allais voir plus tard que cette méfiance était justifiée).

... Aussi, en août 1959, je rengageai dans l'armée comme 2e classe, au titre du commando de chasse V. 25.

... En août, je changeai d'arme et pris la tête d'une section de G.M.S. (groupes mobiles de sécurité, ex-groupes mobiles ruraux. G.M.R.). Les groupes étaient composés aux 9/10 d'indigènes et cela me semblait symbolique : l'Algérie française ne pouvait, à mon sens, se maintenir qu'avec la volonté de la population musulmane. Je devais connaître, avec mes G.M.S., les heures les plus exaltantes de mon existence (« Ah, les braves gens ! » aurait dit un chef d'armée célèbre)...

Dans notre pays endormi, asservi par la voix d'un vieillard sénile mais paranoïaque, nos voix et nos armes n'allaient représenter qu'une infime minorité. Non seulement on allait nous écraser et voter contre nous ces fameux pouvoirs spéciaux qu'on nous avait toujours refusés, en France, dans les forces de l'ordre, pour lutter contre le F.L.N., mais on allait encore nous traîner dans la boue – et cracher sur les tombes de nos héros.

Dix ans plus tard nous n'avons rien oublié : pour cela, il fallait tous nous tuer ! Et lorsque nous voyons ricaner les stupides bourgeois aux exploits sans risque des étudiants, des lycéens, des communistes ou autres gauchistes, lorsque nous lisons tous les matins les beaux faits d'arme de la pègre, appuyée systématiquement par la gauche, nous pensons, même avec le recul du temps, que nous avions raison, ▶



Coll. R. Bertheau

Le général Cogny, commandant les troupes françaises au Maroc, lors d'une inspection.

puisque tout ce que nous avions prédit est arrivé! La France asservie, avilie, commence à s'en rendre compte. Mais il est trop tard!

En tout état de cause, je vous remercie et vous félicite de l'impartialité et du caractère éclectique de vos articles. Vous êtes le premier périodique à l'avoir fait et le seul à l'avoir détaillé.

M. P. M..., 38000 Grenoble

★

Merci pour l'objectivité de votre revue. Il était absolument nécessaire de rédiger, de laisser trace de cette guerre. Il est évident que certains articles passent mal lorsqu'ils sont lus par des cadres d'active qui y ont cru, mais il faut l'opinion des deux bords. Pour ma part, je persiste à croire qu'il ne fallait que peu de chose pour que le fossé soit comblé. Peut-être qu'un jour, le temps faisant son œuvre, se tissera de nouveau un lien.

M. L..., 21000 Dijon

★

Depuis son premier numéro, j'attends chaque lundi la parution de votre hebdomadaire pour lequel je vous présente toutes sincères félicitations. Il y a bien longtemps que je souhaitais vous écrire; l'occasion m'est offerte aujourd'hui, sous forme d'une réponse au lieutenant J. de G..., 14-Ecrameville, qui a apporté son témoignage, dans le supplément du n° 307, à une douloureuse affaire dont il était, si je puis ainsi m'exprimer, l'un des acteurs. Douloureuse? Oui, pour la famille, la fiancée et aussi pour ses camarades de section, car je suis certain qu'ils ont eu la même peine que cette famille et cette fiancée, qui voudront bien m'excuser si aujourd'hui, sans le vouloir, nous faisons revivre de vieux souvenirs. L'histoire se passait pendant le ramadan 1960; quinze mois plus tard on bradait l'Algérie avec tous ces « bons musulmans ».

Ce qui me frappe dans ce récit c'est surtout le dernier paragraphe : « Mon immense confiance avait été déçue. Pourtant, certains tirailleurs musulmans m'écrivent encore aujourd'hui; quelle meilleure preuve de leur attachement? » Je ne mets aucunement en doute ce témoignage, il est, hélas! vrai et le cas s'est produit à plusieurs reprises heureusement sans mort d'homme, mais j'aimerais poser

TÉMOIGNAGE

Le F.A.A.D.

La chaleur accable la Ville blanche en cette fin de matinée d'août 1961. Cherchant l'ombre des immeubles, un homme marche à grands pas, sa serviette à la main. Ce responsable F.L.N., qui s'efforce de passer inaperçu au milieu de la foule, n'a pas senti qu'il est filé, depuis un moment déjà, par un coreligionnaire chaussé de baskets, la démarche silencieuse.

Arrivé au carrefour de l'Agha, devant le « Mauretania », l'homme à la serviette s'arrête, se retourne instinctivement... et s'écroule, la tête transpercée d'une balle entrée par une oreille et sortie par l'autre.

Un attentat de plus... Mais cette fois le tueur n'a pas le temps de s'enfuir. Il est aussitôt pris à partie par les passants européens et musulmans, agrippé par ses vêtements, jeté au sol, roué de coups...

« C'est un assassin du F.L.N... A mort! A mort! » hurle-t-on autour de lui.

Arraché des mains de la foule en colère, l'homme se retrouve en piteux état au commissariat central. Il s'explique :

« J'appartiens au F.A.A.D... J'exécutais une mission commandée par mes supérieurs : abattre un trésorier du F.L.N... »

Le F.A.A.D... Le policier qui interroge est vaguement au courant. Il prévient ses supérieurs qui ordonnent le transfert du prisonnier à l'hôpital militaire Maillot. Là, quelques heures plus tard, un commando du S.D.E.C.E. enlève purement et simplement le bonhomme avant qu'il se montre trop bavard et qu'il fournisse des détails sur le mouvement auquel il appartient.

C'est au lendemain du premier échec d'Évian que les services spéciaux français, en accord avec le gouvernement, ont imaginé de développer le « Front algérien d'action démocratique » en rameutant d'anciens M.N.A. de Messali Hadj. Équipés, armés et payés, on les jetterait dans les pattes du F.L.N., contre lequel ils nourrissaient une vieille haine.

Le principal animateur du F.A.A.D., c'est l'adjudant-chef Jean-Marie Lavanceau. Ancien para de Bigeard, actif, débrouillard, audacieux, il a d'emblée accepté de prendre en main cette force de l'ombre dont il a recruté les membres parmi la population ouvrière musulmane. Leur rôle : éliminer sans pitié les agents du F.L.N. qui, pour une raison ou une autre, ont échappé à la police. Ceux notamment qui ont bénéficié, ici et là, de « certaines protections » de la part d'autorités jugées trop libérales.

Alger : 80 tueurs

En métropole, le F.A.A.D. a fait des coupes claires parmi les membres de l'organisation rebelle. Bien des cadavres retrouvés dérivant au fil de la Seine et du Rhône, bien des assassinats demeurés mystérieux et que l'on n'a guère cherché à élucider – règlements de comptes entre musulmans... – sont imputables aux équipes de l'ancien para. Gare à l'homme du F.L.N. qui tombe entre leurs mains. Ce qu'il a de mieux à faire, s'il veut sauver sa peau ou sa liberté, c'est de dénoncer quelques camarades et de rallier à son tour le F.A.A.D... L


Coll. R. Bertheau

◀ *Le rapport : l'armée française au Maroc interdisait les activités de l'A.L.N.*

la question au lieutenant J. de G... Que pense-t-il de la parole donnée, et trahie, à ces musulmans, qu'ils aient été dans l'armée ou dans le civil? Combien y a-t-il eu de caporaux Messous dont la confiance a été déçue et qui, par désespoir d'abandon, ont commis des actes, inqualifiables, certes, mais à qui la faute? Par ailleurs, pourrait-il me dire ce que sont devenus ces officiers, sous-officiers, troupe, harkis, notables civils qui ont eu pour seul crime d'aimer leur mère patrie, la France et à laquelle ils ont prouvé leur attachement par le sang versé dans les deux guerres mondiales sans compter l'Indochine et l'Algé- ▶

« front » compte ainsi dans ses rangs un nombre élevé d'anciens F.L.N.

Mais c'est surtout de l'autre côté de la Méditerranée que le F.A.A.D. obtient des résultats. Le « mouvement » est présidé par le cadi Belhadi. Il a à sa tête, auprès de Lavanceau, un farouche adversaire du F.L.N., Khelifa Khalifa. Les groupes de choc que les trois hommes ont mis sur pied n'obéissent qu'à une seule consigne : abattre les membres importants du F.L.N. qui leur sont désignés. Ces groupes sont au F.A.A.D. ce que les commandos « Delta » de Degueldre sont à l'O.A.S. A cette différence près qu'ils ne tirent jamais sur des cibles européennes.

A Alger, 80 tueurs opèrent ainsi le plus souvent par deux. A Biskra, ancien fief messaliste, le chef de secteur, un certain Allaoui, n'est autre que le frère d'un responsable local F.L.N. Allaoui a recruté 400 hommes qui sèment la terreur dans les rangs d'en face. Ce ne sont pas les armes qui manquent. Ni l'argent. Les services secrets français se montrent généreux à l'égard du F.A.A.D. Que le « front » se développe, qu'il prenne de l'importance... Et qui sait si un jour il ne pourrait pas constituer, en lieu et place du F.L.N., un interlocuteur avec qui traiter?

Le « gouvernement bidon »

Le F.A.A.D. prend à ce point de l'importance en cet été de 1961 que l'on parle de plus en plus à son sujet d'un « gouvernement M.N.A. » qui se serait constitué à la fois en France et en Suisse. Des dissidents du mouvement de Messali Hadj en composeraient la tête. Une habile propagande, plus chuchotée que clamée, donne à entendre que de nombreux musulmans nationalistes sont prêts à suivre. L'indépendance de l'Algérie est évidemment le but poursuivi par ce gouvernement destiné à faire pièce aux gens de Tunis. Mais une indépendance qui ménagerait une étroite collaboration avec la France.

Assurés de l'impunité, les hommes du F.A.A.D. ne se gênent pas. Au diable les précautions! A l'occasion d'opérations de fouille, les gendarmes du colonel Debrosse découvrent, dans une des villas qu'ils occupent, tout un stock d'armes à peine dissimulé. Des incidents se produisent entre les « officiels », gendarmes, policiers, militaires, et les « parallèles » du F.A.A.D. Lavanceau s'en ouvre au colonel commandant le secteur d'Alger-Sahel.

« Nous devrions trouver un moyen de reconnaissance pour éviter tout heurt », explique l'ancien para.

« Je ne veux pas mettre le doigt là-dedans... C'est à vos types de se débrouiller pour ne pas se faire prendre... Le reste, je ne veux pas le savoir », répond le colonel.

Lavanceau veille surtout à ce que personne n'apprenne que le « gouvernement bidon » du F.A.A.D. est sorti du cerveau des dirigeants du S.D.E.C.E. D'où l'enlèvement de l'homme qui s'est fait « coincer » alors qu'il opérait carrefour de l'Agha. L'ancien adjudant-chef s'ingénie aussi à faire prendre le mouvement en considération par les Européens. Déjà, à Oran, un comité de soutien au F.A.A.D. fonctionne efficacement. Il regroupe des hommes venus d'hori- ▶

Précisions pour l'Histoire...

rie? Que cet officier accepte mon hospitalité, je lui ferai visiter les ghettos où l'on a parqué tous ces gens en leur offrant des métiers de manœuvres, où le plus méritant a un emploi de scribouillard avec toutes les humiliations possibles, alors que les « frères » ont toutes les facilités voulues jusqu'à obtenir même des bourses en plus de ce que reçoit le gouvernement Boumediene. Par contre, nous attendons toujours une juste indemnisation pour ce que nous a volé ce dernier.

M. M. R..., 13015 Marseille

★

Photo du haut de la page 1520 de votre numéro 249, je lis : les paras du 3e R.P.C. C'est une erreur car, sur la photo, les militaires portent le calot bleu ciel et non le béret rouge. Les militaires sont du C.I.A.B.C. (Centre d'instruction de l'arme blindée et cavalerie) ainsi que les militaires de l'école de cavalerie de Hussein-Dey.

M. Y. M..., 69100 Villeurbanne

★

Je ne peux pas être d'accord sur ce que dit M. S.T... 91-Massy, dans la rubrique « Nos lecteurs écrivent » de votre dernier numéro.

Je conviens qu'avant le 1-11-1954 l'Algérie était sous-administrée. Je pense que beaucoup de zones ne furent plus administrées du tout pendant des années durant la guerre d'Algérie. Votre correspondant, dont le séjour en ce pays a été assez



Le F.A.A.D. *(suite)*

zons divers et notamment de la meilleure bourgeoisie. Au cours de quelques réunions, le programme du mouvement a été développé et l'accent mis sur l'intérêt qu'il présente pour la population européenne. Des tracts exposent à l'intention des pieds-noirs et des membres de l'O.A.S. le but poursuivi :

« Le F.A.A.D. veut une Algérie occidentale mais autonome... Soyez réalistes. Comment les leaders du F.A.A.D. trouveraient-ils audience auprès de leurs coreligionnaires en disant : « Algérie, département français »? Comprenez et admettez enfin le principe d'une patrie commune aux Européens et aux musulmans. »

Les gros bonnets

Suit une énumération alléchante des « garanties » que le F.A.A.D. se fait fort d'obtenir : postes de direction partagés, double nationalité, parlement composé par moitié d'Européens et de musulmans disposant d'un droit de veto, exploitation commune d'un Sahara franco-algérien, etc.

« Aidez le F.A.A.D., conclut le tract. Éliminez impitoyablement racistes et exploiteurs. Chassez vous-mêmes les 40 000 Européens qui ont bafoué les règles les plus élémentaires de la justice sociale. Tendez les bras à vos frères musulmans. »

L'importance grandissante du mouvement, l'habile et discrète publicité dont il bénéficie, amènent – c'est l'un des objectifs de ses animateurs – quelques industriels d'Oran, plus ou moins engagés dans l'O.A.S. et en tout cas proches de son état-major, à s'y intéresser de très près. Au point de suggérer une rencontre discrète avec les responsables du F.A.A.D.

Pour Lavanceau, pour Khelifa, l'heure est venue de faire faire un grand pas au F.A.A.D. :

« Il y aura là des gros bonnets de l'O.A.S., raisonnent-ils. Jouhaud, qui vient d'être nommé à la tête de l'organisation secrète pour Oran, y enverra ses adjoints. Si nous savons les convaincre, si nous pouvons les rallier, nous affaiblirons le support des extrémistes de l'O.A.S. Nous le désamorcerons. Mais il faut « jouer fin » car ce sont des gens méfiants, sur leurs gardes... »

La réunion a lieu le 28 août dans la banlieue de la grande cité de l'Ouest. Le cadi Belhadi, Khelifa Khalifa, Lavanceau lui-même se font convaincants, persuasifs :

Paris et le F.A.A.D.

« Nous regroupons 500 000 musulmans à travers toute l'Algérie, assurent-ils. Tous les cadres et tous les militants armés du M.N.A. se sont ralliés à notre mouvement. Nous représentons une force qui fera triompher l'objectif que nous nous sommes assigné : donner à l'Algérie un gouvernement algérien lié à la France.

» Le F.A.A.D. est un mouvement spontané, affirment-ils encore. Il s'est vite développé, a pris de l'ampleur. Au point qu'à présent le gouvernement de Paris s'y intéresse. Il y voit l'ébauche d'une troisième force représentative qu'il faut aider et avec laquelle on pourra éventuellement négocier, traiter... »

« Mais votre action coûte cher. D'où provient l'argent? » demande un assistant.

« Le front a ses collecteurs


Coll. R. Bertheau

◀ *La « roulante » : la vie militaire quotidienne au Maroc au temps du protectorat.*

bref et dans des circonstances exceptionnelles, a tort de porter un jugement d'ensemble pour lequel il ne possède que fort peu d'éléments. On ne juge que ce que l'on connaît.

J'ai vécu de longues années dans l'Aurès, plus précisément à T'Kout, commune mixte d'Arris. Essentiellement parmi les indigènes, en contact permanent avec eux.

Les douars recevaient plusieurs fois par an la visite soit de l'administrateur principal soit d'un administrateur adjoint, à qui chacun pouvait aller exposer ses problèmes. Et les administrateurs, qui étaient des hommes remarquables, se dé- ▶

de fonds tout comme le F.L.N. ou l'O.A.S. Nous comptons de nombreux sympathisants en métropole et en Algérie. A Paris, par exemple, bien des ouvriers algériens nous apportent chaque mois une importante contribution. »

Les observateurs de l'O.A.S., qui ne se sont pas fait connaître mais qu'il a été facile de déceler à leurs questions, semblent mordre à l'hameçon :

« L'autonomie que vous souhaitez n'est pas éloignée de la sécession à laquelle nous songeons. Nous devrions pouvoir nous entendre, dit l'un d'eux. D'ores et déjà, nous sommes disposés à vous aider financièrement. Nous pourrions mettre à votre disposition une première somme de 20 millions... »

Les animateurs du F.A.A.D. poussent alors leur avantage :

« Nous aimerions connaître l'opinion du général Jouhaud sur notre mouvement et sur ses intentions. Vous qui l'approchez, pourriez-vous lui poser la question ? »

« Soit... Nous allons en discuter avec lui et nous vous tiendrons au courant. »

Jouhaud, consulté, se montre méfiant, plein de réticences. Il redoute le traquenard. Pourtant, il informe Salan, qui, après réflexion, donne sa réponse :

« Il faut voir ce que cela peut donner. En attendant, il convient de poursuivre les contacts. »

En fait, ce qu'entrevoit le « Mandarin », c'est la possibilité, si l'affaire est sérieuse, d'incorporer les éléments du F.A.A.D. dans les rangs de l'O.A.S. « Récupérer » le mouvement, en somme.

Monsieur Legris

Mais voilà que, dans les derniers jours d'août, le « pépin » se produit. Alors que Jean-Marie Lavanceau et ses compagnons veillent soigneusement à ce que l'origine du F.A.A.D. demeure secrète, une fuite permet à un poste périphérique de faire des révélations :

« Selon des informations dignes de foi, des agents spéciaux du gouvernement ont pris contact, à Oran, avec l'état-major de l'O.A.S... »

A l'Élysée, le général, mis au courant, entre dans une fureur noire. Il ordonne d'arrêter les frais. Il ne veut plus entendre parler de cette histoire du F.A.A.D.

Consternation chez les dirigeants du front. Les vivres sont coupés. Il va falloir démobiliser tous ces musulmans compromis dans l'affaire, aussi bien à Alger qu'à Paris.

« Pas difficile de prévoir ce qu'ils vont faire, prophétise, amer, Khelifa Khalifa... Les uns iront à l'O.A.S., les autres passeront au F.L.N... ou y retourneront. Ils n'ont pas le choix. »

L'aventure du F.A.A.D. terminée, l'ancien adjudant-chef Jean-Marie Lavanceau, momentanément sans emploi, allait se lancer dans la chasse aux grosses têtes de l'O.A.S. Le contrôleur général Parat, l'un des hommes qui, au ministère de l'Intérieur, sont chargés de la lutte contre l'organisation secrète, lui confie sa mission.

– Vous êtes désormais M. Legris... Votre tâche consiste à remonter jusqu'à Salan, à nous fournir les moyens de l'arrêter.

Mission que Lavanceau mena à bien quelques mois plus tard... Mais ceci est une autre histoire, celle de l'opération « Soleil ».

P.-A. L...

Opinions...

▶ vouant sans compter, veillaient à ce que chacun pût se faire entendre.

Des infirmiers et parfois un médecin faisaient aussi plusieurs tournées par an, essentiellement pour la vaccination antivariolique. A Arris, il y avait un hôpital, modeste, il est vrai, mais où étaient donnés des soins gratuits à ceux qui s'y présentaient. J'y ai envoyé moi-même des blessés ou malades qui ont toujours été soignés fort bien. Essayez donc d'aller vous présenter comme ça, tout de go, dans un hôpital français sans certificat médical, sans pièce d'identité, les mains nues, et si par miracle on vous admet, essayez de partir sans payer ou sans garantir qu'une quelconque caisse d'assurance paiera pour vous !...

La région était pauvre. Aussi y avait-il de nombreuses distributions de grain et des chantiers d'aménagement de pistes où tous les nécessiteux étaient embauchés à tour de rôle. Je passerai sous silence ce que chacun de nous, fonctionnaires français, accomplissait en plus de sa tâche officielle.

Tout cela était insuffisant, mais c'était tout de même énorme. Et moi, ancien petit fonctionnaire du bled, je n'ai que fierté d'appartenir à un pays colonisateur, parce que cela a permis à des dizaines de milliers d'entre nous d'apporter quelque chose de positif à des peuples dénués. Et nous l'avons fait, nous, volontairement, et pas envoyés de force. Nous n'avons pas fait de génocide, nous avons protégé, aidé, aimé. La colonisation « à la mode française », si elle a peut-être eu comme motivation première le profit, a toujours été accompagnée de la volonté d'élever, de dispenser la sécurité et, disons-le, un certain bonheur de vivre. Et je crois qu'en définitive ce dernier volet de notre action colonisatrice a très amplement prédominé.

Que des Français aient retiré de celle-ci des profits, cela est incontestable. Mais ces profits ne sont pas le fruit d'un pillage, d'une spoliation, ni même d'une exploitation, au sens marxiste du mot : il n'y avait strictement rien à piller en Afrique du Nord. Il n'y avait que des potentialités, des richesses à créer avant de les prendre. Les Français ont peiné très durement pour faire de ces pays ce qu'ils sont devenus, à force de travail, de savoir-faire, de courage, de sang et de larmes. Il est juste qu'ils en aient recueilli quelques bénéfices. Mais ils n'ont pas été seuls à recueillir ces bénéfices; si la population musulmane est passée de 1 ou 2 millions, en 1830, à 10 millions, en 1960, il doit bien y avoir des causes puissantes, non ?

Je ferai observer en outre que personne n'empêcha les autochtones de mettre en valeur leur pays avant 1830. Après 1830, nul ne leur interdit de prendre exemple sur nous pour cultiver raisonnablement leurs terres. Personne ne leur a jamais interdit de construire leurs demeures à notre manière, de

A NOS LECTEURS

La série « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie* se terminera avec le n° 371 **(112)**, mis en vente le 7 janvier 1974.

Une part du succès de notre hebdomadaire a été obtenue grâce à l'aide que des centaines d'entre vous nous ont apportée et nous vous en remercions.

Les quarante mille diapositives que les collectionneurs privés et les anciens d'Algérie (militaires et civils) ont bien voulu nous confier nous ont permis de présenter l'un des meilleurs ouvrages illustrés sur cette période difficile de l'histoire de France.

Ainsi qu'il a été convenu, les documents et les photos seront progressivement retournés aux propriétaires sous pli recommandé, dès la fin des fêtes de fin d'année, pour éviter les pertes et les retards considérables provoqués par le surcroît de travail des postes.

Nous annoncerons ultérieurement le sujet qui prendra la suite de la *Guerre d'Algérie* dans « Historia Magazine », mais dès à présent, à la demande de très nombreux lecteurs, nous préparons six numéros spéciaux qui seront mis en vente au mois de janvier 1974 :

- **L'EXODE DES PIEDS-NOIRS.**
- **L'ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE (1954-1973).**
- **L'ARMÉE FRANÇAISE DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE (1954-1963)**
  [avec la reproduction en couleur de très nombreux insignes].
- **TRAVAILLEURS ALGÉRIENS EN FRANCE (1954-1973). COOPÉRANTS FRANÇAIS EN ALGÉRIE (1963-1973).**
- **L'ORGANISATION DE L'ARMÉE SECRÈTE.**
- **CE QU'ILS SONT DEVENUS : HARKIS ET S.A.S. ; FRANÇAIS DE SOUCHE ; FRANÇAIS MUSULMANS ; EUROPÉENS D'ALGÉRIE.**

Enfin, nous rappelons à nos lecteurs que l'index illustré (80 pages) d' « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie* est actuellement, et jusqu'au 15 décembre 1973, en souscription au prix de 5 francs.

D'un tirage limité, il sera mis en vente chez les marchands de journaux au prix de 10 francs au début du mois de février 1974.

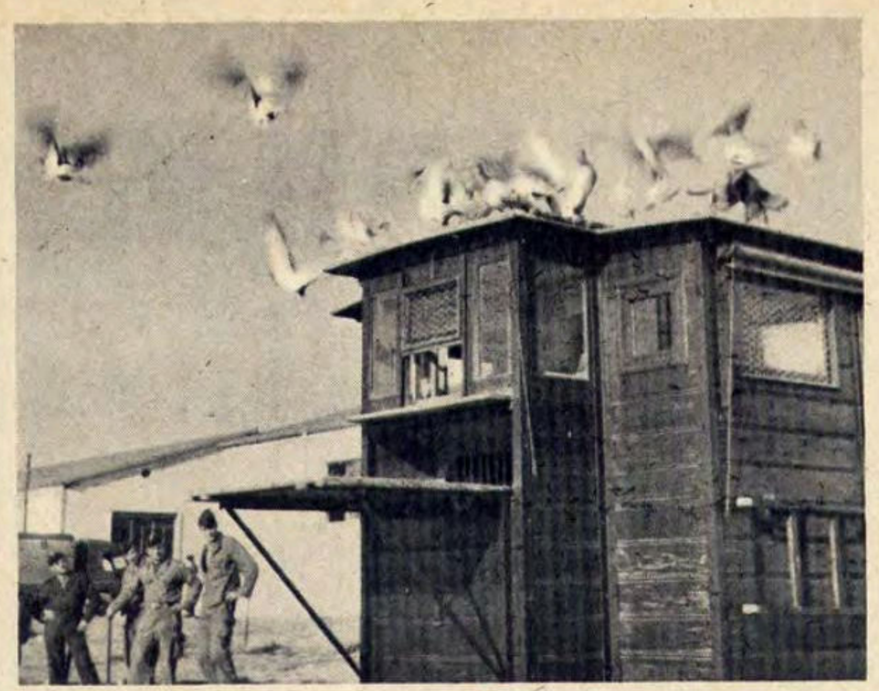
commercer, d'aller et venir à leur gré, de faire des études.

En fait, il faut bien dire qu'ils ne tenaient pas tellement à changer, à entrer dans une civilisation différente, ce à quoi on ne les a jamais forcés d'ailleurs. Je ne crois pas qu'un peuple colonisé l'ait jamais été avec tant de libéralisme assorti de tant de libéralités.

La ségrégation? Non, il n'y avait pas de ségrégation et s'il y en a eu une, elle était d'origine hygiénique. Eh oui! Et une hygiène minime est affaire personnelle. La France n'a jamais édicté de loi interdisant de tolérer sur soi des parasites répugnants et dangereux comme les poux, générateurs du typhus!

Hors de ce cas, jamais un musulman propre et bien tenu n'a été chassé d'un établissement public, d'un train, etc. Nous sommes loin des U.S.A., patrie de toutes les « vertus ».

M. S..., 09200 Saint-Girons



Coll. R. Bertheau

Pigeons voyageurs sur une remorque-colombier lors d'opérations en A.F.N.

...J'ai remarqué la manière – tendancieuse – dont vous parlez des parachutistes (les « léopards », la démarche souple, etc.); notez que je n'ai nulle jalousie et je reconnais que certains de mes « bidasses » n'avaient ni l'allure « léopard » (loin de là!) ni la démarche souple (de nuit, on les entendait se déplacer à 200 mètres).

Mais c'est qu'essentiellement les parachutistes appelés étaient tous de la catégorie médicale n° 1, alors que j'avais la totalité de mes hommes qui appartenaient aux catégories médicales 4 (quelques-uns), 5 (la grosse majorité) et même 6 (ceux-ci sont aujourd'hui, non seulement inaptes à l'infanterie, mais réformés).

Malgré cela, mes « catégories 5 et 6 » n'étaient pas dénués de courage lorsqu'ils allaient en patrouille de nuit à 2 ou 3 ou en reconnaissance (un bien grand mot) de jour à 7 ou 8, à plusieurs kilomètres et hors de vue du poste. Et les parachutistes provenant des régiments dissous en mai 1961 et affectés dans nos unités, habitués au coude-à-coude et à agir en masse, firent la grimace lorsqu'ils durent, à leur tour, adopter les méthodes découlant de nos effectifs.

M. P..., 17000 La Rochelle

★

Allez-vous donc nous parler de ces centaines de Français internés dans des camps tels que Djorf, Douera, etc. (autrefois occupés par les rebelles) et surveillés par l'armée française?...

M. P. K...,
64760 Auterive par Carresse



J'ai l'honneur de venir par la présente vous accuser réception du numéro 47 d' « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, numéro non mis en vente en Tunisie et que vous avez bien voulu me faire parvenir pour combler un trou très regrettable dans ma collection.

M. S. G..., Saadoun Tunis

(à suivre)

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :

au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :

au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

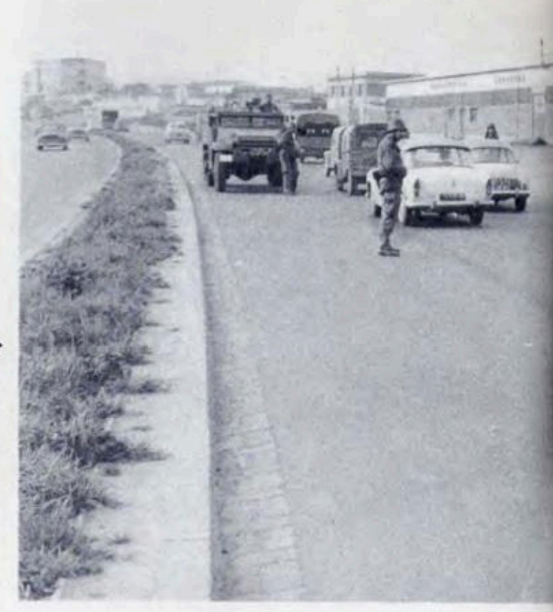
Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351

le proxénète André Palacio fut chargé par Grassien de se rendre dans les bars algérois



P. Habans/Paris-Match

◀ Jour après jour, les gendarmes sillonnent les rues d'Alger. Mais les résultats obtenus sont peu probants et l'O.A.S. continue à rester maîtresse de la ville.



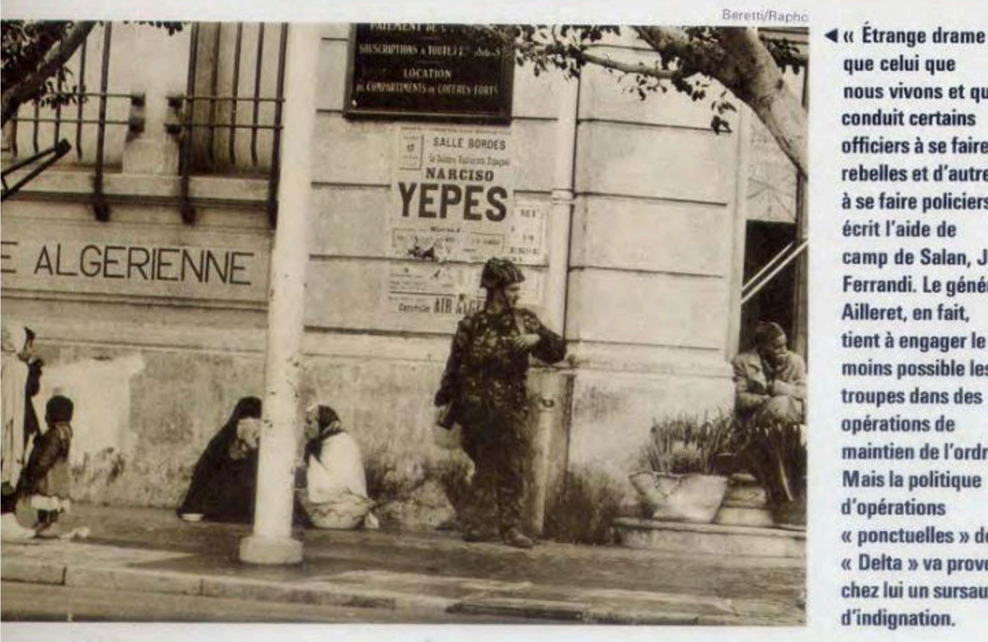
Barrage militaire ▶ à Alger. Le général Ailleret, dans son ordre du jour n° 5, va déclarer la guerre à l'O.A.S. Le temps des concessions était bien fini.



Pagès/Paris-Match

Barrage de la ▶ gendarmerie. Le nombre des attentats individuels commis par les terroristes du F.L.N. sur tout le territoire algérien n'a fait qu'augmenter au cours de l'été. Des embuscades ont été tendues, faisant des morts et des blessés. Parmi les victimes, des musulmans qui paient ainsi leur fidélité à la France.

Beretti/Rapho



◀ « Étrange drame que celui que nous vivons et qui conduit certains officiers à se faire rebelles et d'autres à se faire policiers », écrit l'aide de camp de Salan, Jean Ferrandi. Le général Ailleret, en fait, tient à engager le moins possible les troupes dans des opérations de maintien de l'ordre. Mais la politique d'opérations « ponctuelles » de « Delta » va provoquer chez lui un sursaut d'indignation.

(Suite de la page 2881)

forces de l'ordre ne se cantonnait pas à cet aspect voyant. Dans l'ombre, le commissaire Grassien et ses policiers anti-O.A.S. ainsi que les hommes de la Sécurité militaire tentaient soit par la pénétration, soit par l'intoxication ou la provocation, de remonter jusqu'à la tête de l'organisation clandestine.

Encore une fois, le « milieu » allait servir, par l'intermédiaire d'un de ses membres, un proxénète du nom d'André Palacio.

Grassien lui proposa un marché. Une couverture pour poursuivre sans risques son petit trafic contre une collaboration étroite ayant pour but de mettre la main sur le gros poisson : le général Salan en personne.

Le commissaire tenait pour acquis que le général chef de l'O.A.S. était un drogué et qu'il devait avoir du mal dans sa situation à se procurer ses doses quotidiennes (ce qui était absolument faux, tant pour l'une que pour l'autre proposition).

Palacio fut donc chargé de se répandre dans des bars algérois pour faire savoir qu'il cherchait à vendre un certain nombre de grammes d'opium et que lui, sympathisant de l'Algérie française, se ferait un plaisir d'en fournir gratuitement au général Salan.

Les propos de Palacio ne tardèrent pas à aboutir sous forme de rapport sur le bureau de Roger Degueldre. De sa large écriture le lieutenant traça au bas de la fiche du truand, sans hésitation, les deux lignes signifiant sa condamnation à mort :

« A B.A.O./O.R.O./Z.A.I.
Pour O.P.S. ponctuelle. »

Le jour même, trois chefs de commando avaient dans leur poche le petit morceau



P. Habans/Paris-Match

de papier pelure avec, accrochée dans le coin droit par un trombone, la photo de Palacio.

Quelques jours passèrent.

Un matin, Jo Rizza quitte un des P.C. volants de Roger Degueldre, rue du Dr-Trollard. Tranquillement, il regagne à pied sa 403, qu'il a garée rue Berthezène. Au moment où il enfonce sa clef dans la serrure de la portière il aperçoit Palacio sortant d'un bar.

Le " Chabanais "

Sans se presser, il vérifie sur la photo s'il n'y a pas erreur. Non, c'est bien lui. Palacio, un journal sous le bras, s'éloigne maintenant vers le tunnel des facultés. Rizza vérifie que son « Valmet » joue bien librement dans sa ceinture. Accélérant le pas, il se lance à la poursuite de Palacio, le dépasse de trois ou quatre mètres. Alors, brusquement, il se retourne. L'arme déjà à la main, il fait feu.

Le premier coup de gong de la guerre entre les « delta » et les truands venait de retentir.

Là où les policiers de Grassien avaient échoué, les hommes de la Sécurité militaire du commandant Post pensaient bien, eux, réussir.

Post avait connu, quelques années plus tôt, un sergent-chef du 3e régiment de parachutistes coloniaux (le célèbre régiment Bigeard), Dominique Fondacci.

Fondacci était un brillant soldat, toujours prêt pour tous les coups durs, mais il y avait un défaut dans sa cuirasse : son passé de proxénète, sans parler de son présent, puisque sa tante tenait en sa compagnie, dans la basse Casbah, un lupanar de luxe, le « Chabanais ».

Après sa démobilisation, Fondacci avait continué à travailler pour la sécurité militaire. Le « Chabanais » représentait une source de renseignements appréciables et appréciés. D'autre part, trafiquant d'armes, Fondacci fournissait, de temps à autre, le F.L.N. Il va sans dire que le commandant Post était tenu au courant de ces transactions. Ce qui avait valu aux « fells » une série d'arrestations spectaculaires, parfois à des niveaux assez élevés.

Post pensa tout naturellement à Fondacci pour mener à bien contre l'O.A.S. le même genre d'opération. Ainsi pensait-il prendre dans ses filets non seulement Roger Degueldre, mais aussi Jean-Jacques Susini.

Fondacci avait un ami, un ancien parachutiste, corse comme lui, Fanfan, avec qui il avait mené certains petits trafics. Et puis chacun avait poursuivi sa route : Fondacci dans la truanderie, Fanfan dans la défense de l'Algérie française.

Le truand pensa aussitôt à son jeune ami pour exécuter la mission que lui avait confiée Post.

Le rendez-vous a lieu dans l'appartement de Fondacci. Post est présent. Il fait ressortir à Fanfan qu'il peut tirer de substantiels bénéfices de la vente d'armes que lui et Fondacci comptent faire à l'O.A.S. Fanfan écoute. Après un moment d'hésitation, il accepte. Dans l'heure qui suit, il rencontre Roger Degueldre et lui fait un compte rendu fidèle de l'entrevue sans omettre de faire savoir au lieutenant qu'à son avis c'est un piège. Degueldre lui ordonne de maintenir le contact en attendant qu'une décision soit prise.

En fait, le chef des « delta » cherche à identifier l'officier. Car Post a, bien entendu, caché son identité à Fanfan.

Moins de quarante-huit heures plus tard, l'état-major de l'O.A.S. n'a plus aucune hésitation quant à la personnalité de Post : c'est un enquêteur de la Sécurité militaire chargé de la lutte anti-O.A.S. travaillant en liaison permanente avec la brigade du commissaire Grassien.

Fanfan fait bientôt savoir que le commandant Post lui a fixé rendez-vous à 7 heures du matin, le 23 octobre, devant un immeuble du quartier de la Redoute, sur les hauts d'Alger.

Couché sur la descente de lit

Dès 6 heures, deux commandos sont en place et occupent le pâté de maisons.

A 7 heures précises, Fanfan voit déboucher au coin de la rue le commandant Post. Il est seul et à pied. L'opération va être plus facile que prévu.

Le jeune O.A.S. s'avance vers l'officier. Au moment où ils se serrent la main, les deux hommes échangent un léger sourire. Fanfan fait un pas de côté, fait pivoter le commandant. Un coup de feu claque. L'officier, frappé en pleine tête, est tué sur le coup. Déjà deux voitures font ronfler leurs moteurs et s'éloignent dans la lueur de l'aube.

En fin de matinée, Fondacci s'attarde au lit. Son gros berger allemand est couché sur la descente de lit. Un coup de sonnette retentit. En pyjama, torse nu, le truand va ouvrir. Fanfan se tient devant la porte. Il entre, bavarde quelques instants, puis quitte l'appartement.

Devant l'immeuble, trois « delta » dans une voiture l'attendent.

— Je n'ai pas pu le tuer, il est avec son chien!

— Remonte, tu sais quels sont les ordres. Tue le chien et tue-le.

Trois minutes plus tard, un coup de feu claque suivi de deux autres. Dominique ▶

Gamma



Vérification de papiers à Alger : visage fermé, ton professionnel. Malheur à celui qui n'est pas en règle. Prisons et camps regorgent de monde... ▶



◀ Paris n'est pas oublié. L'O.A.S.-Métropole vient de frapper. Boulevard de Clichy, un attentat a eu lieu. Un balayeur pose complaisamment pour le photographe.

Damamme

le "milieu" algérois cesse bientôt d'exister

Fondacci, truand algérois au service de la Sécurité militaire, a vécu.

Le soir même, Roger Degueldre ordonnait à ses hommes d'éliminer tout ce qu'Alger comptait de truands.

Après l'affaire Palacio et l'affaire Post-Fondacci, Degueldre avait décidé de mettre le holà. S'il avait pu déjouer les deux premières tentatives, rien ne disait qu'une troisième ne réussirait pas.

Deux commandos sur la piste des truands

D'autre part, chaque matin, en faisant la revue de presse, le responsable « action » d'Alger se rendait compte qu'un certain nombre de hold-up avaient été commis sans qu'il sût par qui. Une enquête rapide lui apprit que le « milieu » algérois, profitant de la complicité bienveillante des directeurs de banque croyant avoir affaire à des hommes de l'O.A.S., détournait ainsi à son profit exclusif un certain nombre de millions par jour.

Pendant une semaine, deux commandos au grand complet furent mis sur la piste des truands. Résultat : 11 morts et sept blessés gravement atteints.

Le « milieu » algérois n'existait plus. Ses membres qui avaient échappé à la tuerie préférèrent mettre la Méditerranée entre eux et l'O.A.S.

Décidément, en ce début d'automne de 1961, mener la lutte contre l'organisation clandestine coûtait cher, très cher.

Seuls les policiers du commissaire Grassien avaient encore pu échapper. Mais leur tour allait venir bientôt par le plus grand des hasards.

Un après-midi, le 9 novembre, Roger Degueldre fait le point avec certains de ses hommes dans un de ses P.C. lorsqu'il voit pénétrer en trombe un de ses agents :

« Je viens d'apprendre que Grassien et ses « flics » s'apprêtent à regagner la France. Mais avant, ils doivent se réunir pour un pot d'adieu. Mon informateur est parmi eux. Il me donnera, dès qu'il les aura obtenus, le lieu et l'heure du rendez-vous. »

Dans le P.C., c'est le branle-bas de combat. Huit hommes sont choisis par Degueldre pour participer à l'opération. Moins de cinq minutes plus tard ils sont prêts à appareiller.

Le renseignement arrive : « Le verre d'adieu doit avoir lieu vers 18 heures dans un bar, « l'Universel », boulevard Gallieni. »

A 17 h 30, les « delta » sont en planque dans un immeuble faisant face au bar, cinquante mètres plus haut.

Ils voient arriver les voitures des policiers. Ceux-ci pénètrent dans le bar. Ils reconnaissent Grassien, son adjoint, le commissaire Joubert, l'inspecteur Sarraoui, qui quelque quinze jours plus tôt, a arrêté un des adjoints de Degueldre, Roger Giono, dit « Fine-Moustache ».

Toute la fine fleur de la lutte contre les membres de l'O.A.S. est là.

18 h 10, la circulation est dense sur le boulevard Gallieni. A l'intérieur du bistrot, les policiers arrosent leur départ, qui est prévu pour le lendemain.

Une voiture passe en klaxonnant les cinq notes « Algérie française ». Les policiers se retournent vers la porte d'entrée : « Décidement, ces Algérois!... » Certains vont même jusqu'à mettre leur nez dehors. C'était prévu. Une autre voiture surgit. Un de ses occupants saute à terre. Sans attendre, il ouvre le feu au MAT 49. Dans le bar, les bruits de verre cassé font écho aux claquements secs des pistolets qui ripostent. Le commissaire Joubert n'a pas eu le temps de poser son verre, une balle de 9 mm lui a fait éclater la boîte crânienne.

La fusillade n'a pas duré une minute. La foule se précipite maintenant devant l'établissement, sauvant ainsi la vie à quelques autres policiers. En effet, les « delta » ont fait le tour du pâté de maisons. Le temps de recharger leurs armes et ils font un second passage en vain. Leur P.M. reste muet. Tirer occasionnerait la mort presque certaine d'innocents badauds.

Les hommes de Grassien retarderont leur départ de quarante-huit heures et, avec acharnement, s'efforceront de retrouver le tireur qui a abattu un de leurs collègues.

Ils échoueront dans leur entreprise. Le début de l'automne de 1961 est favorable à l'O.A.S. Les «delta» de Roger Degueldre sont maîtres de la ville. H

Pierre DEMARET

Berretti/Rapho



Le gendarme est omniprésent à Alger. Mais c'est plus ▶ sur ses « informateurs » que sur les gendarmes que compte Grassien pour capturer les chefs de l'O.A.S.

PAVILLON DES RÉVOLTÉS SUR ORAN INSURGÉ

A.G.I.P.



Coll. particulière

Oran, où le général Jouhaud *(en médaillon)* arrive le 20 août. « Ma première soirée fut un enchantement, écrit-il dans ses Mémoires. Le soir venu, après avoir fêté comme il se doit mon arrivée, arrosé un *arroz con pollo* d'un vin bien titré et savoureux du sénateur, enregistré avec regret qu'un plastic ait fait « tchoufa », nous allâmes avec sérénité faire un tour sur le boulevard du Front-de-Mer... »

LA population oranaise a durement ressenti l'échec du putsch. Pendant un certain temps, elle reste désemparée car deux des chefs de l'O.A.S., Robert Tabarot et Tassou Georgopoulos, ont été obligés de passer dans la clandestinité. Des trois hommes de la fameuse « troïka » de l'armée secrète, seul Pancho (Georges Gonzalès) reste dans la ville pour assurer le contact entre Salan (Soleil), qui a trouvé refuge dans la Mitidja, et ses chefs de « colline » (secteur).

C'est seulement le 20 août, quatre mois après la « révolte des généraux », que Jouhaud vient prendre, sur place, le commandement de la zone 3 de l'O.A.S. L'ancien commandant en chef de l'aviation française en Algérie arrive dans la ville où il a fait ses études et d'où il est parti pour Saint-Cyr sous l'aspect d'un sexagénaire corpulent au crâne rasé, portant des lunettes, une épaisse moustache retombante cachant le grain de beauté qui marque sa joue droite. Celui qui, pour les initiés, sera « Compagnon » possède une carte d'identité au nom de Louis Gerbert, inspecteur de l'enseignement technique. D'abord reçu par un vieux camarade du lycée Lamoricière, Marcel Bellier, dit « Bugeaud », il va installer un P.C. provisoire sur le boulevard du Front-de-Mer et se fera assister ▶



◀ La Mitidja. C'est là, dans une ferme appartenant à Robert Martel, que le général Salan *(en médaillon)* s'est réfugié après l'échec du putsch. C'est là aussi que, le 4 juin, a lieu la première réunion entre les généraux et l'état-major embryonnaire de l'organisation.

Oran, comme Alger, ▶ connaît la violence. La situation devient chaque jour de plus en plus difficile. Entre les deux communautés, la peur et la haine vont creuser un fossé que rien ne pourra combler. Quand on ne s'ignore pas, on s'entretue...

Perchenet

Rizzo/Paris-Match

entre un double réseau de fils de fer barbelés,

de Charles Micheletti (« Léonard » ou le Peintre), l'un des dirigeants du puissant Syndicat commercial et industriel de l'Oranie ; Brun, dit Etienne, trésorier de ce même syndicat, et, bien sûr, de Pancho.

Micheletti et son fils Jean-Marie mettent à la disposition de l'O.A.S. d'importants moyens financiers et un stock d'explosifs donnés par de nombreux entrepreneurs de travaux publics. Ce sera la réserve utilisée pour les prochains plastiquages.

D'Alger, le colonel Gardes envoie en mission, à Oran, Michel Leroy, dit « Lisette », qui va donner aux Oranais l'appui politique du Front nationaliste. Cet apport de sang nouveau va obliger Jouhaud à prendre sérieusement en main l'unification des divers réseaux se réclamant de l'Algérie française, dont certains manifestent une tendance à se laisser absorber par l'armée secrète : c'est d'abord le réseau « France Résurrection », devenu « Algérie Résurrection », du capitaine Souètre et du sergent-chef Petitjean, tous deux arrêtés ; puis le mouvement militaire clandestin « Garde au drapeau » (G.A.D.) du capitaine de légion Bonnel. La première rencontre se fera chez un pédiatre bien connu des Oranais, le docteur Roméro, dit « Paul », qui va prendre en main l'organisation des masses, tandis que l'action psychologique est confiée à Charles Micheletti et les finances à Brun. Le secrétariat de l'organisation est assuré par une jeune étudiante en pharmacie, Claude Raymond, qui effectuera en outre les liaisons.

Une semaine après l'arrivée de Jouhaud à Oran, les premiers drapeaux de l'O.A.S. (un carré de tissu noir portant en blanc le sigle de l'armée secrète) flottent, le dimanche 27 août, sur des cabanons de la plage d'Oued-Hallouf, près d'Aïn-Témouchent. Dans les jours qui suivent, les murs d'Oran se couvrent d'affiches : « L'O.A.S. veille. Aux armes, citoyens ! » La situation devient de plus en plus difficile dans la capitale de l'Ouest algérien où, en raison des nombreux attentats contre les personnes et les biens commis par le F.L.N., le préfet Andrieux ordonne le couvre-feu dès 21 heures. Les crimes se font plus atroces. Les « ratonnades » tant espérées par le F.L.N vont commencer.

Du haut d'un mirador

Face au F.L.N., qui contrôle les quartiers musulmans par une organisation politico-administrative parallèle, l'O.A.S. va structurer la ville européenne. Face aux autorités officielles dont la carence est de jour en jour plus évidente, les deux mouvements subversifs ont ainsi la main sur, d'une part, 220 000 Européens, d'autre part, 180 000 musulmans. Dans la Ville nouvelle (l'ancien Village nègre), les faubourgs Médioni, Lamur, Petit-Lac, flotte le drapeau vert et blanc marqué de l'étoile et du croissant rouges. Dans les quartiers du centre, les faubourgs habités par les « petits Blancs », comme Gambetta, Eckmühl, Saint-Eugène, la Marine, flotte le drapeau français et le pavillon noir de l'O.A.S. Mais les quartiers et faubourgs sur la frange des deux communautés sont coupés par un mur, comme à Berlin.



G. Ménager/Paris-Match

es forces de l'ordre montrent le bout de leur nez

C'est là seulement, entre un double réseau de barbelés, que les forces de l'ordre montrent le bout de leur nez, du haut d'un mirador ou par l'ouverture d'un blockhaus.

Pour saluer l'arrivée des premières « barbouzes », dont on niera longtemps l'évidence, l'armée secrète attendra le 5 septembre, jour où de Gaulle doit annoncer la création d'un exécutif provisoire qui devra organiser l'autodétermination. A 20 heures, à l'heure où les téléspectateurs sont devant leurs postes, les habitants du quartier Saint-Charles entendent une sourde explosion. Aussitôt, le son des téléviseurs s'arrête et, tandis que les lèvres du chef de l'Etat continuent à former des mots, retentit *la Marche des Africains*, suivie de *la Marseillaise*. Au même moment, un incroyable chahut de casseroles martelées par des cuillères se déchaîne sur tous les balcons de la ville. Cette première émission pirate sera suivie de plusieurs autres de meilleure qualité et plus spectaculaires.

L'O.A.S, c'est évident, bénéficie de nombreuses complicités dans tous les domaines. Aux P.T.T., par exemple, ses équipes contrôlent les tables d'écoute réservées à l'igamie et à la préfecture de police. Elle parviendra ainsi à connaître tous les mouvements des forces de police et les opérations de bouclage qui pourraient menacer ses commandos. La quasi-totalité des fonctionnaires donne d'ailleurs, sans se faire prier, les renseignements qui peuvent intéresser l'état-major de la zone 3.

Pour l'instant, l'état-major militaire de Jouhaud se limite à deux officiers des S.A.S., tous deux de Mostaganem : le commandant Negel et le capitaine Favarel. Un ralliement est enregistré : celui du capitaine « Ramuntcho », qui commande un groupement mobile de sécurité (G.M.S. ex-G.M.P.R. ou groupement mobile de protection rurale). Tous les hommes du G.M.S., gradés et gardes (ces derniers sont presque tous des musulmans) suivent leur commandant. Mais l'aide la plus précieuse sera fournie à Jouhaud par deux officiers supérieurs de l'état-major, bien placés pour lui transmettre des renseignements de valeur : « Laure » pour l'armée de terre, « Bataille » pour la marine nationale.

Les rescapés

Plus tard vinrent Camelin et Guillaume. Tous deux condamnés pour leur participation au putsch, mais avec sursis, ce qui va leur permettre de rejoindre la clandestinité après avoir « semé » leurs suiveurs.

Julien Camelin, officier supérieur de la légion, était à l'état-major du 5e régiment étranger d'infanterie à Géryville (Sud-oranais) en avril 1961.

Le lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume avait, en avril 1961, tenté de rallier l'amiral Querville et la base de Mers el-Kébir au mouvement d'Alger.

C'est avec cet état-major restreint que l'O.A.S. oranaise va procéder à une triple structuration :

Horizontale, avec le réseau des « collines », divisées en sous-secteurs, districts, sous-districts, antennes, sous-antennes, îlots, immeubles ;

G. Ménager/Paris-Match



Oran, les entrepôts. De nombreux groupuscules s'agitaient à Oran, qui réunissaient, au sein de réseaux multiples, des activistes « passionnés, forts en gueule, bon enfant, désordonnés, pleins de vigueur ».



Le capitaine Grillet qui créa, sur l'initiative du colonel Bigeard, le fameux « commando Georges ». L'O.A.S. oranaise tentera de le rallier à sa cause.

des casserolades à l'opération "Sourire"

Verticale, avec des cellules placées dans toutes les administrations, tous les syndicats (y compris ceux de la C.G.T. qui, officiellement dissous, continuaient cependant à subsister, comme celui du livre) et grands corps de métier ;

Paramilitaire, pour l'encadrement des anciennes unités territoriales du colonel « Kaddour » et les gradés de la réserve. C'est cette branche qui sera chargée plus tard de prendre contact avec le fameux commando « Georges », composé, sur l'initiative du colonel Bigeard, de fellaghas ralliés, aux ordres du capitaine Georges Grillet.

Et la légion ? Le commandant Camelin avait toujours gardé des contacts avec ses camarades du 5ᵉ R.E.I., qui avait son P.C. à Marnia, près de la frontière marocaine. C'est Guillaume qui assurait les liaisons. Si le 5ᵉ étranger se ralliait, il pouvait entraîner dans son sillage un bataillon d'infanterie de marine, deux escadrons de hussards, un groupe d'artillerie aéroportée, les harkis de la D.B.F.M. Les unités de « képis blancs » de Mascara, Saïda, Arzew, Aïn-Sefra furent aussi sollicitées. Ces troupes devaient, dans l'esprit de Jouhaud, constituer un solide bastion pour maintenir haut et ferme le drapeau français en Oranie en cas de capitulation de Paris devant les revendications du G.P.R.A. C'est dans ce sens que les villes de la région furent organisées : des barrages avaient été prévus sur les grands itinéraires pouvant être utilisés par les forces de l'ordre ; des stocks d'huile de vidange et de clous avaient été emmagasinés pour provoquer des dérapages et des crevaisons ; des armes furent commandées à des trafiquants internationaux qui ne devaient finalement livrer que quelques caisses de pistolets.

Mais ce qui comptait surtout, c'était la prise de position des grands chefs militaires. Or ces derniers, rescapés de la grande « purge » du printemps, tenaient à garder leur commandement.

Tout en recherchant des contacts avec les militaires aussi bien qu'avec les musulmans — de moins en moins nombreux — fidèles à la France ou du moins lassés des méfaits et des contraintes du F.L.N. (c'est l'époque où Matignon envoyait des émissaires en Algérie pour savoir les chances d'une troisième force...), l'O.A.S. va se livrer à une expérience pour savoir jusqu'à quel point elle peut contrôler les masses. C'est l'opération des « Quatre Glorieuses ».

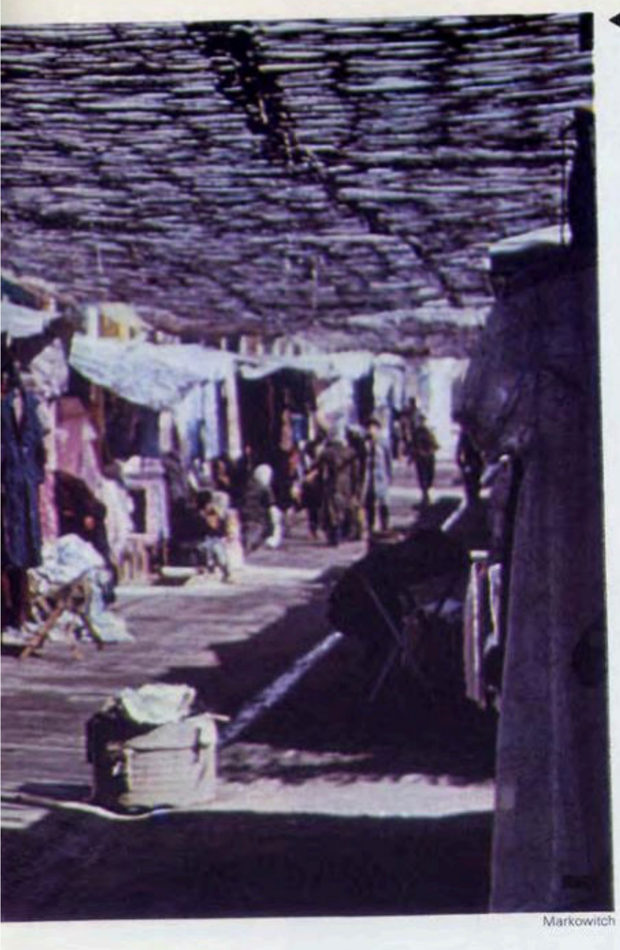
La population d'Oranie, entre le 22 septembre et le 2 octobre, va être soumise à quatre épreuves :

Vendredi 22 septembre, les Oranais sont invités à se livrer de 22 heures à 22 h 30, à une « manifestation casseroles » ;

Lundi 25 septembre, pavoisement

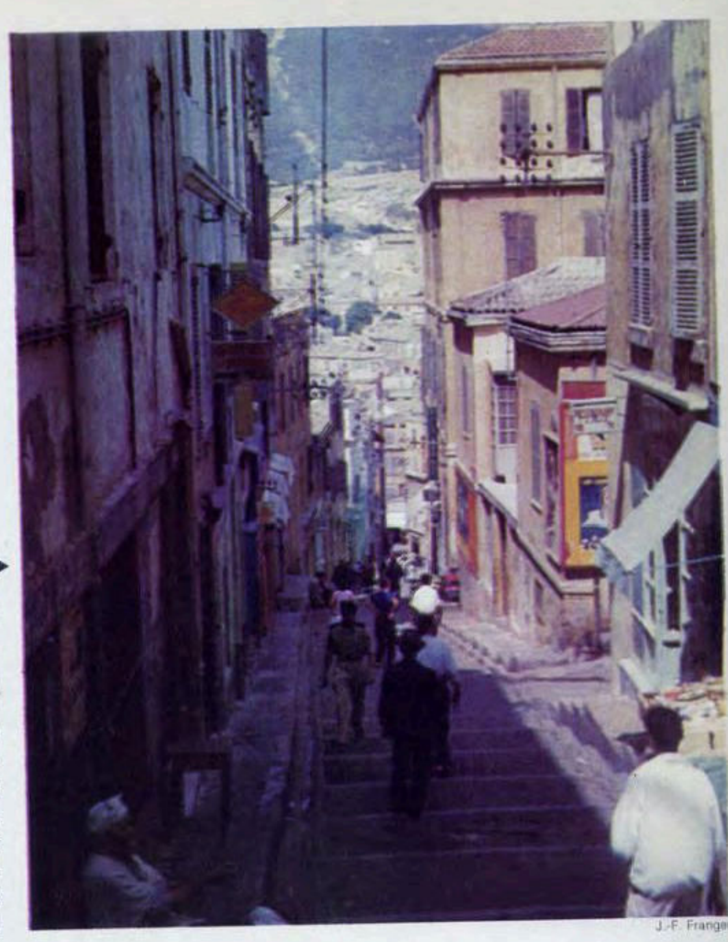


◄ L'Algérie du 13 Mai et de la fraternité, qu'en reste-t-il ? Il faut reconnaître que les chefs de l'O.A.S. se sont toujours opposés aux « ratonnades ». « Comment faire une Algérie nouvelle si l'on s'attaquait aux musulmans, souvent innocents, en appliquant la loi du talion ? » écrit Jouhaud, qui a à cœur les contacts avec les musulmans.



Markowitch

◀ Souks à Oran. Les terroristes F.L.N. sont particulièrement actifs en Oranie. Les Européens, poussés au paroxysme de la peur et de la colère, vont réagir alors d'affreuse façon, en se livrant à des « ratonnades »...



J.-F. Frangeul

... La violence ▶ des uns répondra à la violence des autres dans un délire que le simple langage de la raison ne pourra réussir à calmer. Les quartiers israélites, même, ne sont pas épargnés. *Photo :* la casbah d'Oran.

général pendant toute la journée. C'est là un véritable défi lancé aux autorités car, s'il est difficile, pendant le couvre-feu de reconnaître une personne qui tape sur un chaudron en hurlant « Algérie française », il est, en revanche, aisé, aussi bien aux polices officielles qu'aux « barbouzes », de noter l'adresse des gens qui affichent pendant plusieurs heures leurs opinions par un gigantesque pavillon de l'O.A.S. à leur balcon;

Jeudi 28 septembre, arrêt total de la circulation des personnes et des véhicules entre 11 heures et 11 h 30, au moment où la cité est le plus active ;

Lundi 2 octobre, enfin, grève générale d'une demi-heure.

Les quatre opérations sont un plein succès pour l'Organisation armée secrète, qui marque par un coup de maître son triomphe dans la soirée du dernier jour d'épreuve : il est un peu moins de 20 heures et je rentre chez moi pour téléphoner un « papier » à Paris. Je roule rue de Mostaganem et je viens à peine de passer sous le pont Saint-Charles, à hauteur de la cité Perret, où se trouvent les studios de la radio et de la télévision, qu'une formidable explosion retentit. Derrière ma voiture une grande palissade s'écroule. Quelques minutes plus tard, je suis chez moi où ma femme avait déjà allumé le téléviseur pour entendre le discours du général de Gaulle, qui devait parler de la création d'une force publique algérienne. Mais l'explosion avait fait voler en éclats le transformateur d'Electricité et Gaz d'Algérie et au lieu d'entendre les propos du chef de l'Etat, les Oranais eurent droit à la première émission pirate du général Jouhaud, suivie, selon la tradition, par les *Africains* et *la Marseillaise*.

Le speaker "parlait arabe comme une mosquée"

Le « bouquet » de ce feu d'artifice fut la « Journée du sourire », le dimanche suivant, au cours de laquelle, à la demande de Salan, hommes, femmes, enfants, se promenèrent à travers toute la ville en arborant au corsage ou au veston un petit bouquet de fleurs ou une cocarde tricolore. Les marchands de fleurs et de rubans d'Oran eurent beaucoup de mal à satisfaire toutes les demandes.

C'est à cette époque que Tassou Georgopoulos et Robert Tabarot, qui avaient quitté Oran en avril, reviennent dans leur ville pour reconstituer, avec Pancho, la célèbre « troïka ». Tassou se voit confier la mission d'entrer en relation avec les musulmans qui, à l'exemple du cheikh Ben Tekkouk et du député mostaganémois Deramchi, ont accordé leur soutien à l'O.A.S. Quant à Robert, il renouera ses contacts avec les activistes israélites, dont certains ont milité au sein de l'Irgoun ou du Stern.

Le 1er novembre, septième anniversaire de l'insurrection de l'Aurès, le F.L.N. a ▶

Bissey



◀ Pénétrer dans un quartier musulman deviendra pour un Européen la mort certaine. Les lynchages, les ratonnades ont provoqué des réactions musulmanes atroces : des femmes ont été éventrées, des enfants massacrés, des passants tués, puis brûlés. Oran vit des heures abominables. Mais le pire reste encore à venir...



S. Durrieux

Enterrement d'un membre de l'O.A.S. La famille a fièrement recouvert son cercueil du drapeau noir aux trois lettres blanches, en hommage au mort. Impassible, un policier assiste à la cérémonie.



Dalmas

Femmes et enfants musulmans manifestent, le 1er novembre 1961, à l'occasion du septième anniversaire de la Toussaint rouge. L'O.A.S. procédera aussitôt à une contre-attaque en faisant deux émissions pirates.

les nouvelles émissions pirates de l'O.A.S.

décidé de donner la réplique à l'O.A.S. en lançant un mot d'ordre de grève générale. L'O.A.S. procède aussitôt à une contre-attaque et, ce jour-là, fait sauter les câbles de l'immeuble de la Radio-Télévision, ce qui lui permet de donner deux nouveaux festivals pirates : un en français, l'autre en arabe dialectal. Le speaker choisi pour cette dernière émission était un Européen qui, selon l'expression du général Jouhaud, « parlait arabe comme une mosquée ». Puis chaque camp prouve son potentiel révolutionnaire, le F.L.N. en organisant un immense défilé à travers la ville arabe, l'O.A.S. en invitant, le 2 novembre, jour des morts, les Français à se réunir sur la tombe de Charles Daudet, l'un des plus anciens militants activistes, mort sous la torture dans une cellule de Constantine. Ce jour-là, et pendant des heures, des milliers de personnes défileront au cimetière.

Pour la Toussaint, les forces de l'ordre avaient bouclé les abords du village de Bou-Sfer, près de la Corniche, pensant que Jouhaud irait, ce jour-là, sacré pour les pieds-noirs, se recueillir sur la tombe de ses parents. Mais l'ancien général d'aviation avait appris à être prudent. L'« oncle Louis » — c'est ainsi que le présentaient ceux qui le recevaient chez eux à dîner — avait, à plusieurs reprises déjà, échappé à des opérations de contrôle dans une ville sans cesse ratissée par les « gendarmes rouges » et les C.R.S. Il s'est finalement installé dans un petit studio du Front-de-Mer où le fonctionnaire un peu timide qu'il est censé être ne reçoit presque personne. Il finit même par devenir suspect aux yeux du chef d'îlot de l'O.A.S. qui avait été prévenu par le responsable de l'immeuble que « ce M. Gerbert n'avait pas suivi la consigne de pavoiser le 2 novembre ». Il fallut toute une série de consignes en cascade pour que l'état-major fît savoir au chef d'immeuble que l'inspecteur de l'enseignement technique Gerbert était « un monsieur tout à fait dans leurs idées, mais un peu distrait »...

La veille du jour de l'an, de Gaulle doit présenter ses vœux aux Français, dont ceux d'Algérie. Que peut-il souhaiter qui soit agréable à ces derniers ? L'O.A.S. va se charger de la commission. Elle ordonne d'abord une heure de « deuil général ». Dans la soirée, toute la vie de la cité s'arrête pendant une heure. Tout à coup, une formidable détonation : les studios de la T.V. viennent de sauter. Mais la population n'est pas pour autant privée de spectacle : d'abord, par la stupéfaction des gendarmes mobiles et des C.R.S. qui gardaient sévèrement tous les abords et les accès de la cité Perret ; ensuite, par l'émission pirate d'une parfaite qualité technique qui permet d'entendre le chansonnier Henri Tisot dans une parodie de l'autodétermination et qui eut son succès à l'époque : « l'Auto-circulation ».

L'année 1961 allait se terminer par un appel à la mobilisation générale des populations d'Algérie, imprimé sur des affiches tricolores qui restèrent pendant des mois sur les murs et qui étaient signées du général Salan. H

Léo PALACIO

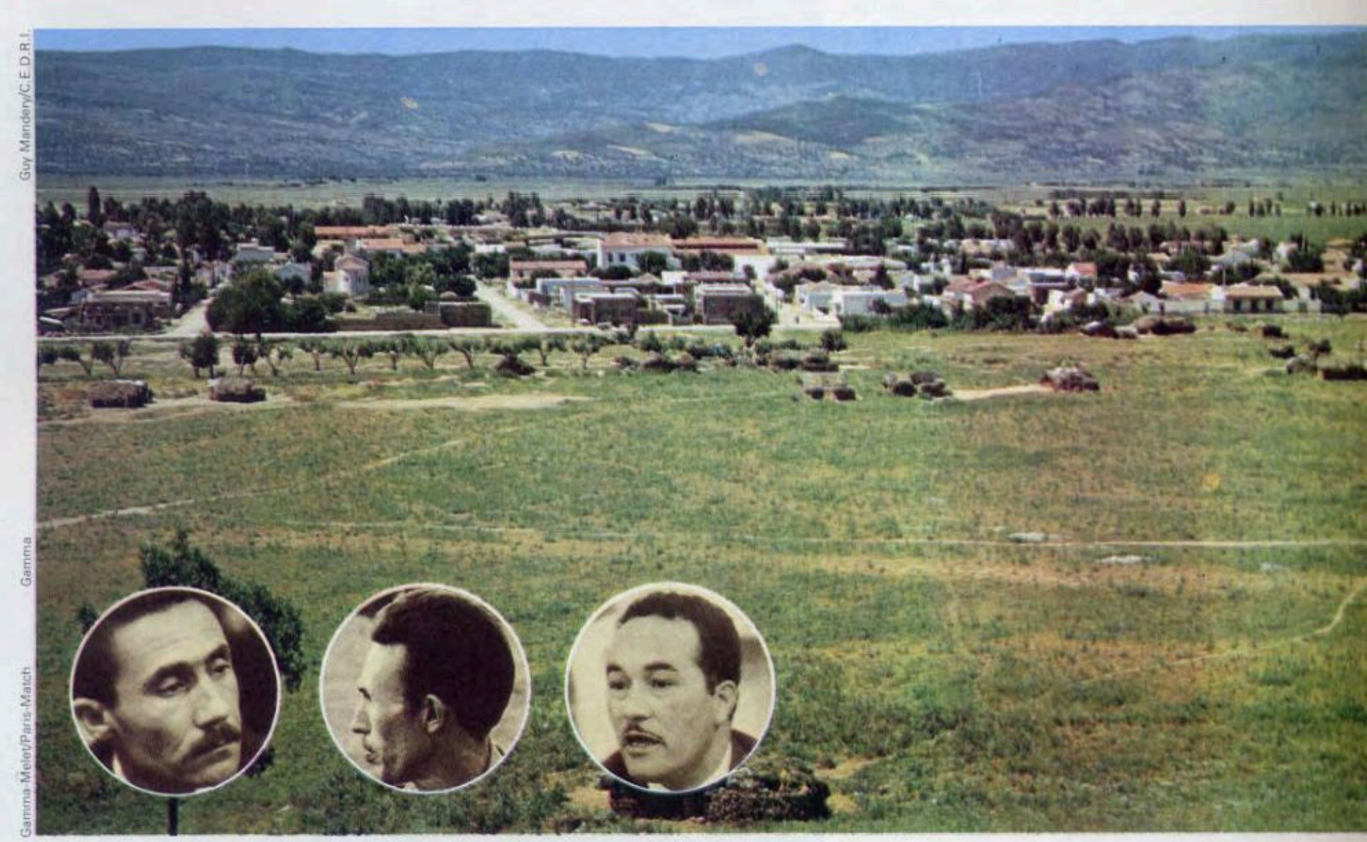


A.G.I.P.

Le capitaine de vaisseau Guillaume : il deviendra l'adjoint du général Jouhaud pour les départements de Tiaret, Mostaganem, Saïda et Tlemcen.

BOUMEDIENE DÉJÀ DANS L'OPPOSITION

Guy Mandery/C.E.D.R.I.



Gamma

Gamma-Melet/Paris-Match

Ci-dessus : **Ghardimaou, où se trouve l'état-major de l'A.L.N.** ***En médaillon, de gauche à droite :*** **le commandant Menjli, le colonel Boumediene et le commandant Slimane.** ***Ci-dessous :*** **l'avenue Bourguiba à Tunis.** ***En médaillon, de gauche à droite :*** **Krim, Boussouf et Ben Tobbal. Entre les membres de l'état-major général et le G.P.R.A., rien ne va plus.**

Sala/Afrique photo

A. Lefebvre/Paris-Match

P. Habans/Paris-Match

Y. Debraine



Les journalistes, les émissaires politiques et les agents de renseignement, qui sont de plus en plus nombreux à se rendre à Tunis, au cours de l'été de 1961, sont unanimes à constater que l'agitation et le tumulte grandissent au sein de la direction du F.L.N. Tous les compteurs Geiger et tous les sismographes des observateurs peuvent noter que l'épicentre des explosions et des secousses politiques se situe au niveau d'une contradiction fondamentale en train de s'exaspérer : celle qui oppose, depuis le mois de juillet, les hauts responsables militaires aux leaders du G.P.R.A.

Les quatre membres de l'état-major général de l'A.L.N. (le colonel Boumediene et les commandants Slimane, Menjli et Azedine) ont démissionné en juillet, et s'ils n'ont pas rendu leur geste public, ils ont exigé que leur conflit avec le G.P.R.A. soit examiné par l'instance suprême du F.L.N., le Conseil national de la révolution algérienne.

Celui-ci se réunit donc à Tripoli, du 21 au 27 août, et, dès les premières séances de ce quatrième C.N.R.A., les chefs de l'A.L.N. prononcent leur réquisitoire. Dans ce pays bourgeois qu'est la Tunisie, déclarent-ils, nos leaders politiques sont en train de s'embourgeoiser. Ils ont la ▶

réceptions inutiles et whiskies scandaleux

matérielle assurée et, avec eux, la révolution s'installe dans ses meubles, autour des petits cénacles plus ou moins régionalistes des ministres et chefs de cabinet. Ils font venir à Tunis femmes et enfants, ou alors ils se marient et certains, sous prétexte de représentation, de prestige et de « standing » à assurer vis-à-vis de leurs homologues tunisiens, mènent une vie mondaine pleine d'inutiles réceptions et de scandaleux whiskies. Dans bon nombre de services dépendant du G.P.R.A., la prodigalité le dispute à l'inefficacité. On multiplie les déplacements et les voyages, on prend l'avion pour un oui, pour un non, mais on s'occupe fort peu de l'éducation des cadres, alors que l'A.L.N., elle, prépare l'avenir, forme, dans l'austérité, des techniciens — infirmiers, secrétaires, standardistes, chauffeurs — qui, plus tard, rendront service à l'Algérie indépendante.

Ben Khedda s'impose à ses pairs

Le G.P.R.A., dans son ensemble, ajoutent les accusateurs, a failli à sa tâche d'encadrement des foules. Il influence, certes, en Tunisie, au Maroc, en France et en Algérie même la grande majorité de la population algérienne qui, par patriotisme, accepte son *leadership*, lui délègue l'autorité et lui fait confiance. Mais dans la mesure où il tend à se transformer en un appareil bureaucratisé ou en machine purement administrative et diplomatique, le G.P.R.A. s'écarte des principes de la révolution, il se coupe des masses, qui ne sont plus représentées valablement que par l'A.L.N.

Les ministres, nommément mis en cause, plaident cependant non coupables. Ils répondent que, sur le plan financier, par exemple, l'A.L.N. est mal venue de se plaindre, alors que 87% du budget total du G.P.R.A., en grande partie alimenté par les rentrées de la Fédération de France, lui est réservé.

La controverse tourne à la polémique, car les éléments les plus intransigeants des deux camps en arrivent à prêter au camp adverse de sombres desseins. Certains « jeunes Turcs » proches du G.P.R.A. révèlent, par leurs propos, qu'ils pensent les problèmes de la révolution algérienne selon les schémas du mouvement ouvrier occidental, où l'antimilitarisme tient une large place, et ils accusent les « colonels de l'A.L.N. » de vouloir s'appuyer sur des forces prétoriennes pour établir leur dictature dans l'Algérie future. Ceux-ci ripostent en laissant entendre que les « politiciens » du G.P.R.A. veulent conclure avec le gouvernement français une « paix de capitulation » pour pouvoir établir, dans une Algérie formellement indépendante, un pouvoir néo-bourgeois inféodé à Paris.



G. Ménager/Paris-Match

Kahia

A gauche : **M'hamed Yazid, qui conservera son portefeuille de ministre de l'Information dans le nouveau gouvernement.** ***Ci-dessous :*** **Saad Dahlab, nouveau ministre des Affaires étrangères. Comme Yazid, il a su s'imposer, ces derniers mois, par son intelligence vive et son dynamisme.** ***A droite :*** **Ben Khedda, désigné à une forte majorité comme quatrième président du G.P.R.A. par les membres du C.N.R.A. Modeste, réservé, Ben Khedda a représenté naguère le F.L.N. en Angleterre. De son séjour là-bas, il a conservé un maintien assez britannique : attitude flegmatique, habit de bonne coupe, visage glabre, voix posée et mesurée. Jamais il ne hausse le ton. Mais il a su s'imposer à ses pairs.**

Comment surmonter cette contradiction? Les membres du C.N.R.A. estiment, finalement, presque tous que l'état-major général de l'A.L.N. doit demeurer en fonctions, mais que le G.P.R.A. doit sortir de son immobilisme et s'appuyer sur l'aile marchante de la révolution afin de prendre un nouvel élan révolutionnaire.

Ces principes sont nettement énoncés. Le C.N.R.A., pour les mettre en application, ne peut cependant qu'élaborer des compromis entre des personnalités qui se combattent de plus en plus vigoureusement, mais dont les influences contradictoires s'équilibrent toujours. La lutte pour le véritable pouvoir se déroule principalement entre le triumvirat de l'état-major de l'A.L.N., Boumediene-Slimane-Menjli, et le triumvirat des trois B — Belkacem Krim, Ben Tobbal, Boussouf —, mais ces deux « troïkas » en arrivent à se neutraliser réciproquement et elles sont contraintes, du coup, à laisser une liberté de manœuvre tout à fait nouvelle à des hommes politiques tels que Saad Dahlab, Yazid, Ben Khedda, Ben Yahia, qui se sont imposés, au cours des derniers mois, par leur intelligence et leur efficacité et qui se trouvent, dès lors, placés, dans une certaine mesure, en position d'arbitres.

Le « Comité de désignation du G.P.R.A. » composé, cette fois, de Mohammedi Saïd, de Ben Yahia et d'un nouveau venu dans un tel organisme, Omar Boudaoud, qui dirige la puissante Fédération de France, va tenir compte, au moment des choix décisifs, de cette réalité essentielle. Sa tâche, cependant, est malaisée. Il est plus facile, en effet, de décider le limogeage du président Ferhat Abbas, qui fera, au bout du compte, avec le ministre des Finances, Francis, et le ministre des Affaires sociales, Mehri, les frais des critiques contre le G.P.R.A. sortant, que de lui trouver un successeur.

Belkacem Krim a toujours ses partisans acharnés, mais il se heurte toujours au veto résolu de Boumediene, qui concentre sur le « triumvirat » du « comité de guerre », du G.P.R.A., détenteur de l'essentiel du pouvoir, le feu de ses assauts. Le nom de Ben Khedda finit par être avancé, non point parce que ce militant, plus sérieux que brillant, s'impose à ses pairs par un rayonnement exceptionnel, mais, entre autres raisons parce que, ayant exercé des responsabilités clandestines dangereuses à Alger, de 1955 à 1957, à l'époque



Ph. Le Tellier/Paris-Match

héroïque, Ben Khedda a pu faire la preuve d'un courage physique apprécié par les combattants des wilayas.

Ben Khedda, au surplus, ne fait pas partie du G.P.R.A. sortant. Il n'a donc pas été associé à la gestion controversée de cet organisme, et il a eu le courage politique de prendre ses distances vis-à-vis de lui. Dans le mémorandum qu'il avait déposé au troisième C.N.R.A., en janvier 1960, avant de quitter le premier G.P.R.A., et, plus récemment, dans une série d'articles qu'il a publiés dans *El-Moudjahid*, à son retour d'une tournée en Amérique du Sud, sous le titre « Les leçons d'Amérique latine », il a affirmé que, tout en demeurant fondamentale, la recherche de la paix ne doit plus être un prétexte ou un alibi pour « ne pas projeter dans la réalité d'aujourd'hui l'image qu'il faut se faire de l'Algérie de demain ». C'est exactement la thèse qui prévaut au C.N.R.A, et c'est pourquoi l'ancien leader des « centralistes » du M.T.L.D. apparaît, en août 1961, comme l'homme de la situation. Il est décidé qu'il présidera le quatrième G.P.R.A. Ce quadragénaire n'a pourtant rien d'une vedette. Il n'aime pas se donner en spectacle, encore moins parler, et encore moins se livrer.

Désigné à une forte majorité par les membres du C.N.R.A., Ben Khedda déclare d'abord n'accepter cette charge redoutable que si Dahlab, qui a été la grande révélation diplomatique des négociations d'Evian et de Lugrin, accepte d'être son ministre des Affaires étrangères. Dahlab, toutefois, refuse pendant un certain temps ce cadeau. Il est bien évident, en effet, que, dans la conjoncture interne de rivalités et de divisions qui est celle du F.L.N., cette fonction risque fort d'être celle du sacrifice. Si celui qui l'occupe rate la négociation avec le gouvernement français, il sera taxé d'incapacité, et s'il la réussit, il a toutes les chances de se voir personnellement et âprement reprocher par les « intransigeants » les concessions qu'il devra obligatoirement faire. Dahlab, qui voit bien tous ces périls, maintient son refus pendant trois jours, en dépit de toutes les adjurations et de tous les arguments qu'on lui présente au cours d'interminables discussions.

Le quatrième jour, ou plutôt la quatrième nuit — il est 3 heures du matin — Yazid, son vieil ami de Blida, tambourine à la porte de sa chambre. Il se fait ouvrir et joue le grand jeu, celui du sentiment :

— Saad, que tu envoies promener tout le monde, le G.P.R.A., le C.N.R.A., le F.L.N., c'est ton affaire. Mais que tu refuses d'écouter, au-delà de tous ces gens, la voix de ton pays, la voix de l'Algérie qui t'appelle, et que tu laisses tous tes copains dans la panade, alors là, je ne te reconnais plus.

— Bon, tu as gagné, soupire Dahlab. Va dire à « tous ces gens » que j'accepte. Pour l'Algérie et pour les copains.

Cet obstacle levé, les problèmes restants sont vite résolus. Dahlab remplaçant Belkacem Krim, ce dernier remplace, à l'Intérieur, Ben Tobbal, qui devient ministre d'Etat. Boussouf conserve son ministère des Armements et des Liaisons, sa revue *l'Éclair*, son service de renseignements. Le « comité de guerre » — Belkacem Krim, Ben Tobbal, Boussouf — est supprimé, mais le « triumvirat » conserve, en fait, des pouvoirs toujours considérables — et toujours contestés par l'état-major de l'A.L.N.

La crise se termine par un match nul

Le compromis ainsi réalisé est fragile et gros de crises futures. « Il y a toujours l'os de l'état-major », note Ahmed Francis.

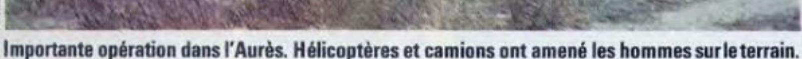
Boumediene présente en effet à Ben Khedda, dès le mois de septembre, les revendications qu'il avait déjà exposées à Ferhat Abbas. Le nouveau président du G.P.R.A., cependant, les refuse, car explique-t-il, il serait inopportun de bouleverser toutes les structures du F.L.N. au moment où les négociations avec la France vont entrer dans une phase décisive.

La crise, plus aiguë encore que celle de juin-juillet, entre le G.P.R.A et l'E.M.G., se termine par le même match nul, Boumediene accepte, une fois encore « au nom des intérêts supérieurs de la patrie », de ne pas rendre public son conflit avec les « politiciens », mais il se montre plus réservé encore qu'au cours des semaines précédentes au sujet des négociations avec Paris.

Saad Dahlab, ministre des Affaires étrangères « pour l'Algérie et pour les copains », voit bien qu'il doit maintenant aller vite, très vite, dans la relance des pourparlers. Son premier geste est de faire savoir à l'Elysée, par un intermédiaire fidèle, que le C.N.R.A. d'août 1961 n'a pas modifié les dispositions de la direction du F.L.N., toujours disposée à « traiter sérieusement ». Dahlab prend cette initiative avec son humour habituel, en déclarant : « Si c'est encore un pharmacien (*Ben Khedda*) qui a succédé au pharmacien Ferhat Abbas, c'est parce que seul un potard est capable de doser la représentation des multiples fractions du F.L.N. et aussi d'examiner utilement les ordonnances du général de Gaulle, qui sont difficilement compréhensibles, mais que nous finirons bien par déchiffrer. » H

Albert Paul LENTIN





Importante opération dans l'Aurès. Hélicoptères et camions ont amené les hommes sur le terrain.



Le radio appelle immédiatement le poste de commandement.

Mourir pour la patrie dans l'Aurès par une nuit claire de printemps

Il est 1 h 30. Dans un paysage du bout du monde, un clair de lune comme on n'en voit que dans l'Aurès illumine presque comme en plein jour la pente escarpée et caillouteuse sur laquelle progresse la 1re compagnie du 4e bataillon de chasseurs à pied. Cette clarté métallique, contrastant avec les ténèbres profondes de certaines nuits qui obligent les hommes à se tenir pour ne pas se perdre, est faussement rassurante. La température, idéale à cette époque de l'année et à cette heure de la nuit, permet de mieux supporter la fatigue qui accable. On se sent presque à l'aise, car tout est relatif, et l'on finit même par apprécier les conditions du moment. Rien de comparable avec la pluie glaciale de novembre qui vous transperce jusqu'aux os, ou avec la neige de janvier qui vous transforme en glaçon ambulant, ou encore avec les chaleurs torrides des mois d'été. Cette nuit, bien que la pente soit toujours aussi raide, le sol aussi malcommode et la charge aussi lourde, les hommes souffrent moins.

La 1re compagnie, composée à peu près exclusivement de jeunes appelés, se dirige vers une crête masquant en partie le piton sur lequel elle doit prendre position avant le lever du jour. Hormis le cliquetis des pierres qui roulent sous les pataugas et les lamentations de quelques chacals, là-bas au fond de l'oued, le silence est total.

Brusquement, des coups de feu claquent ! Dans cette ambiance quasi surnaturelle, ils n'ont rien des détonations tonitruantes, et l'on pourrait les confondre avec les coups secs d'un fouet manœuvré avec dextérité. En une fraction de seconde et grâce à un réflexe qui procède plus de l'instinct de conservation que de l'entraînement, le plat-ventre est général. Parfaitement rompu à ce genre d'exercice, notre commando a vite fait d'analyser la situation : à moins de cent mètres, derrière des rochers surplombants, dix à douze « fells » au plus l'arrosent abondamment; il y a surtout des fusils et probablement deux pistolets mitrailleurs, peut-être trois. Le coup est classique : après un court mais violent harcèlement, les rebelles ne vont pas tarder à décrocher car ils ne sont pas assez nombreux, refusant, comme toujours en pareil cas, un combat qu'ils savent, pour eux, perdu d'avance. Nos chasseurs ne l'ignorent pas mais, pour parer à toute éventualité, ils organisent la défensive, avant d'amorcer la contre-attaque.

La machine de contre-guérilla est remarquablement rodée; sans affolement ni gestes inutiles, chacun trouve rapidement sa place sur cette scène improvisée et, déjà, les fusils mitrailleurs déclenchent un feu d'enfer vers l'endroit où sont embusqués les rebelles. Dans le même temps, le lieutenant commandant la compagnie appelle le poste de commandement du bataillon, pour signaler l'accrochage et préciser sa position. Il a suffi de quelques secondes pour que l'échange de coups de feu ait fait place à un « solo » de nos jeunes appelés, car, cette fois encore, les « fells » n'insistent pas et se replient déjà, à couvert derrière les rochers.

Un court temps mort précède la contre-attaque menée de bas en haut. Les hommes en profitent pour modifier leur position, guidés maintenant par une science du combat acquise au cours des longs mois passés, sur le terrain, à pourchasser les rebelles, à s'identifier à eux, à vivre comme eux, à lutter contre eux. Les F.M., pièces maîtresses de ces unités légères, doivent toujours pouvoir bénéficier du meilleur angle de tir possible et sont donc contraints de s'aligner en priorité sur les mouvements de l'ennemi.

Avec une rapidité et une lucidité peu communes, le chef de pièce s'empresse de donner des instructions à son tireur; à peine a-t-il esquissé un geste qu'il s'effondre lourdement, touché en pleine tête par une des dernières balles tirées par les rebelles en fuite.

La blessure est très grave, du genre de celles qui ne pardonnent que rarement. Le P.C. est immédiatement alerté par radio; une évacuation sanitaire est évidemment prévue, mais dans cet endroit perdu, à des kilomètres de tout axe de communication, seul l'hélicoptère peut être envisagé. Pour cela, il faudra attendre le lever du jour, c'est-à-dire plusieurs heures. D'ici là...

La vie d'un homme qui ne tient plus qu'à un fil est maintenant la seule préoccupation de toute la compagnie. Comme il fallait s'y attendre, l'accrochage a fait long feu, et les rebelles se sont « évaporés » dans la nature.

Cet incident, pourtant coutumier, prend cette nuit des proportions extraordinaires; nos gars estiment que la note est beaucoup trop lourde pour la monnaie qu'ils ont pu rendre. La rage leur serre les entrailles, et chacun ravale sa rancœur; les nerfs sont tendus à craquer.

La rage au cœur

On atteint le point critique où, si les circonstances s'y prêtent, tous les abus sont possibles. Ceux qui ont vécu ces moments-là, et ils ne sont que trop nombreux, ne les ont certainement pas oubliés. Quant aux autres, qu'ils se gardent bien d'émettre un jugement quelconque, car pour juger il faut savoir. Il faut savoir que la résistance humaine a des limites, que des hommes complètement vidés aussi bien physiquement que moralement, par la vie d'enfer qu'ils mènent depuis des mois et même des années, ne sont plus capables de raisonner humainement. Ils sont privés de sommeil, mal nourris, errant de jour comme de nuit sur un terrain infernal et sous une lourde charge. Ils ne comprennent pas, et ne comprendront jamais très bien ce qu'ils sont venus faire ici, sinon défendre une cause qui n'est pas la leur. Mais ils ont un cœur « grand comme ça », et si chacun admet qu'on s'en prenne à sa propre personne, aucun d'eux n'accepte qu'un de ses compagnons fasse les frais de leur invraisemblable aventure.

Ils sont pourtant là pour rechercher à tout prix l'accrochage avec des rebelles, qui sont, depuis longtemps, bien armés et organisés et qui n'ont rien de commun avec les quelques révolutionnaires miteux du début de l'insurrection. C'est maintenant à des katibas puissantes qu'ils ont affaire et les combats qu'ils doivent livrer sont souvent violents. De plus, l'ennemi a une connaissance parfaite du terrain, ce qui constitue pour lui un avantage énorme, dont il use à merveille pour faire notamment jouer l'effet de surprise. Lorsqu'il accepte la bataille, c'est qu'il sent qu'elle a toutes les chances de tourner à son avantage; quand il se contente d'une embuscade, il a tout prévu pour se rendre rapidement insaisissable. Dans les deux cas, nos chasseurs partent avec un handicap sérieux.

Malgré cela, ils ne rechignent pas à la besogne, et cela a quelque chose de rassurant. Cette jeunesse, si souvent critiquée, est digne de confiance. Sous leur aspect crasseux et un peu minable, les hommes ont du cœur au ventre, un courage désintéressé. Ils souffrent comme beaucoup n'ont pas souffert dans d'autres guerres plus « glorieuses ». Mais ils ne sont pas maîtres de leur destin; ils savent surtout qu'ils sont là pour tuer ou mourir, alors ils jouent l'abominable jeu de la mort, et cela devient une habitude au point de leur faire prendre goût au combat dans lequel ils engagent leur vie pour mieux protéger celle de leurs compagnons d'infortune.

Cette nuit, ils sont doublement lésés, un peu parce que les fells se sont défilés sans combattre, et surtout parce qu'un des leurs a été sérieusement blessé. Ils ont l'impression d'avoir été frappés dans le dos, et la rage gronde au cœur de la compagnie. Fort heureusement, à des lieues à la ronde, il n'y a plus âme qui vive, et on évitera le combat aveugle ou la répression inutile.

Le blessé, qui a perdu connaissance, est allongé sur le sol; il vit toujours et ses lèvres laissent échapper une étrange plainte, comme pour rassurer ses camarades qui veulent croire qu'il tiendra. Il n'est pas question de rester sur place, car la compagnie doit continuer sa progression. Un brancard de fortune est fabriqué en hâte avec fusils, sacs de couchage et couvertures. Le blessé y est installé aussi bien que possible et la procession reprend, plus lentement, sous un clair de lune qui s'estompe peu à peu et donne au paysage un aspect fantasmagorique.

Des heures durant, des chasseurs vont se relayer pour porter le lourd et précieux fardeau; chacun voudra donner un peu de sa fatigue comme on donne un peu de son sang. Si seulement tout ce courage pouvait servir à quelque chose !

Parce que cela ajoute à la peine et à la fatigue de chacun, la tension nerveuse est à son maximum et un espoir de revanche n'est pas perdu; pour beaucoup, il subsistera encore longtemps. La culasse des P.M. est restée en position arrière, dans chaque fusil une cartouche est engagée dans la chambre, le doigt est près de la détente; malheur à tout ce qui pourrait bouger !

Les premières lueurs du jour apparaissent et le blessé vit toujours. Grâce à son extraordinaire vitalité, son état restera stationnaire jusqu'au moment où l'hélicoptère viendra le chercher, avant même que le soleil ait fait son apparition. L'embarquement est rapide et l'appareil repart aussitôt avec son délicat chargement. L'espoir renaît dans la compagnie, le blessé sera peut-être sauvé; en tout cas, ses camarades ont tout fait pour cela et veulent le croire. Hélas ! ils apprendront vers le milieu de la matinée qu'il est mort dans l'hélicoptère, avant même son arrivée à Batna. Inconsciemment, il aura tenu jusqu'au bout avec ses camarades, comme pour les remercier, les rassurer, ne pas les décevoir.

La triste nouvelle jette la consternation parmi les hommes. Ils n'ont que trop souvent l'occasion de voir leurs camarades mourir à leur côté, mais cette nuit, il s'est passé quelque chose de différent. Un voltigeur, petit rouquin originaire du nord de la France, un « ancien » qui parle peu et qui en a pourtant vu d'autres, semble n'avoir rien compris. Il est resté assis à son poste et n'a même pas tourné la tête; hébété, d'un geste lent, il a rabattu sa casquette délavée sur ses yeux, en prononçant quelques mots qui sonnaient bizarrement : « Putains d'bougnouls ! » Peut-être ses yeux, rougis par plus de vingt-quatre heures de veille ininterrompue, ont-ils pleuré. Sans doute à cet instant s'en prenait-il au monde entier. Il n'en pouvait plus, il avait sommeil, il aurait bien voulu dormir longtemps pour oublier, mais oubliera-t-il jamais ?

Hugues Artèze.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (Septembre 1961)

FRANCE

4-5 : attentats F.L.N. à Paris et dans le Nord.
5 : conférence de presse du général de Gaulle.
8 : tentative d'attentat contre le général de Gaulle sur la route de Colombey.
8 : accord franco-américain sur les armes atomiques.
11 : ouverture du procès du « complot de Paris ».
12 : débat agricole à l'Assemblée nationale.
16-17 : plastic à Paris, Avignon et Poitiers.
20 : voyage du président de la République dans le Centre-Midi.
20 : accord franco-tunisien sur Bizerte.
21 : verdict au procès du complot de Paris.
30 : une « décision » publiée au Journal officiel *met fin à l'application de l'article 16.*

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1-3 : nouveaux incidents à Oran.
4 : incidents à Bizerte.
10 : échange des prisonniers français et tunisiens.
11-12 : graves incidents à Oran et à Bab-el-Oued.
16 : Bourguiba reçoit Ben Khedda et le G.P.R.A.
17 : « Emprunt obligatoire » de 25 millions de livres en Israël pour financer l'immigration accrue.
22 : manifestations à Alger.
22 : manifestations arabes à Saint-Jean-d'Acre.
28 : coup d'État militaire à Damas.
29 : formation d'un gouvernement syrien.

AFRIQUE

1 : réunion à Tananarive de la conférence des experts des douze États de l'Union africaine et malgache.
2 : après les incidents de Stanleyville, rupture entre l'O.N.U. et le gouvernement katangais.
12 : arrivée de Dag Hammarskjoeld à Léopoldville.
14-17 : combats et bombardements à Élisabethville.
18 : mort de Hammarskjoeld dans un accident d'avion au-dessus de la Rhodésie.
20 : accord provisoire de cessez-le-feu entre Khiari et Tshombé.
22 : protocole d'assistance technique entre la Guinée et la Chine.
29 : formation du gouvernement mauritanien.

AMÉRIQUE

2 : adoption au Brésil du régime parlementaire.
5 : reprise des essais nucléaires aux États-Unis.
11 : incidents à Cuba entre castristes et contre-révolutionnaires.
14 : réunion à Washington des ministres des Affaires étrangères des pays occidentaux.
17 : lancement du 31e satellite américain Discoverer.

EUROPE

1-6 : conférence des « pays non engagés » à Belgrade.
4 : deuxième explosion atomique soviétique.
17 : note de l'U.R.S.S. à la France sur Berlin.
20 : quatorzième explosion atomique soviétique.
24 : mémoire soviétique à l'O.N.U. sur le désarmement.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



PREMIÈRES MANIFESTATIONS DE MASSE

Sommaire

● **Le sang coule à Paris**
Le 17 octobre 1961, à l'appel de la Fédération de France du F.L.N., trente mille travailleurs algériens manifestent dans les rues de Paris.
Les heurts avec les forces de l'ordre se transforment rapidement en sanglantes échauffourées. Combien de morts ? Combien de blessés ?

● **Un village entre deux feux**
Alors que Ben Khedda propose la reprise des négociations, les dernières bandes plus ou moins contrôlées par l'A.L.N., poursuivent leurs activités dans le bled. Les commandos français les pourchassent sans répit et avec un succès inégal.

● **Les « barbouzes »**
Pour limiter l'autorité grandissante de l'O.A.S. en Algérie, le Mouvement pour la Communauté se transforme. Des gaullistes arrivent de France. Des armes sont distribuées. Le duel barbouzes-O.A.S. est-il le début d'une guerre civile ?

● **Manifestation à Constantine**
Le regroupement des unités de l'armée française est largement amorcé. Le F.L.N. veut en profiter pour prouver, sans risques, sa puissance à l'opinion internationale. Comment se déroule la manifestation organisée à Constantine par une population à 80 % musulmane ?

● **L' « achaba »**
La guerre n'a pas empêché cette sorte de mouvement pendulaire traditionnel qui, l'hiver, balance les populations semi-nomades de Khenchela vers les confins sahariens. Le spectacle de ces longues caravanes est extraordinaire.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 347 - 15 Octobre 1973.**

Les Centurions

PUBLICATION DE L'O.A.S. RÉSERVÉE AUX OFFICIERS ET CADRES

numéro spécial

NUMERO 5 — 20 OCTOBRE 1961

« Si cette refonte nationale devait commencer par l'Armée, il n'y aurait rien que de conforme à l'ordre naturel des choses... Pour cette raison que le corps militaire est l'expression la plus complète de l'esprit d'une Société. C'est par l'histoire de ses légions qu'on peut mieux comprendre ROME.

Dans le dur travail qui va rajeunir la France, **l'Armée nouvelle servira de RECOURS et de FERMENT.** »

Lt-Colonel **DE GAULLE.**

L'ARMÉE... *CETTE INCONNUE*

L'ENGAGEMENT DE L'ARMÉE

A - **SA MISSION.** — « En l'écoutant, le centurion de la Légion croyait entendre la voix de l'Empire Romain. »

Silvius Italieus.

En 1958, l'Armée Française et ses centurions écoutaient le Général de Gaulle, Président du Gouvernement de la République Française. Sa voix n'était-elle pas celle de la France ?

— « L'Algérie est terre organiquement française, **aujourd'hui et pour toujours.**

« Vive ORAN... Bonne terre française. » - ORAN.

— « Vive l'Algérie Française » - MOSTAGANEM.

— « Je vous ai compris... Je déclare qu'à partir d'aujourd'hui **la France** considère que dans toute l'Algérie il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants, il n'y a que des Français à part entière. L'Armée... **l'Armée française** a été sur cette terre le ferment, le **témoin,** et **elle est le garant** du mouvement qui s'y est développé. »

ALGER, le 4 JUIN 1958.

— « Je viens de dire à BONE, comme hier à ALGER et tout à l'heure à CONSTANTINE, que je compte sur le concours, sur la participation **loyale, honnête et décidée, des dix** millions de Français d'Algérie. Je dis à BONE, comme hier à ALGER et tout à l'heure à CONSTANTINE que je **constitue l'Armée Française,** avec sa loyauté, son honnêteté et sa discipline, **comme la garantie que la parole de la France sera tenue.** »

......1958.

o O o

- **SON SERMENT.** — « Tu ne jureras pas en vain ! » LA BIBLE.

Chargée officiellement par la plus haute autorité de l'Etat de tenir la parole de la France, l'Armée n'a pas hésité à s'engager par serment pour répondre à l'angoisse des dix millions de Français d'Algérie.

— Le 13 Mai 1959, à l'occasion du 1er anniversaire du 13 Mai 1958, le Général MASSU, qui n'était que commandant du Corps d'Armée d'ALGER, était invité cependant à prendre la parole sur le Forum d'Alger, par le Délégué Général du Gouvernement. Voici ses paroles :

« Le 13 Mai, c'est l'union totale de l'Armée et des populations d'Algérie, c'est l'intégration humaine de tous ceux qui vivent sur cette terre pour laquelle tant d'entre nous souffrent et meurent.

C'est l'engagement solennel que l'Armée a pris de maintenir l'Algérie Terre Française envers et contre tous ceux qui ont intérêt à la séparation.

L'Armée a confiance dans le Général de Gaulle.

Nous vaincrons ici où se joue non seulement le sort de l'Algérie mais, aussi, celui de la France et de l'Occident tout entier. »

Ce texte du Général MASSU avait été vu et **approuvé par M. DELOU-**

L'O.A.S. est particulièrement active en ce mois d'octobre 1961. Mais l'armée ne suit pas. A côté des tracts et des feuilles ronéotypés destinés à la propagande, les dirigeants de l'organisation décident de publier un bulletin que les cadres trouveront régulièrement sur leur bureau ou qu'ils recevront directement par la poste malgré toutes les censures.